

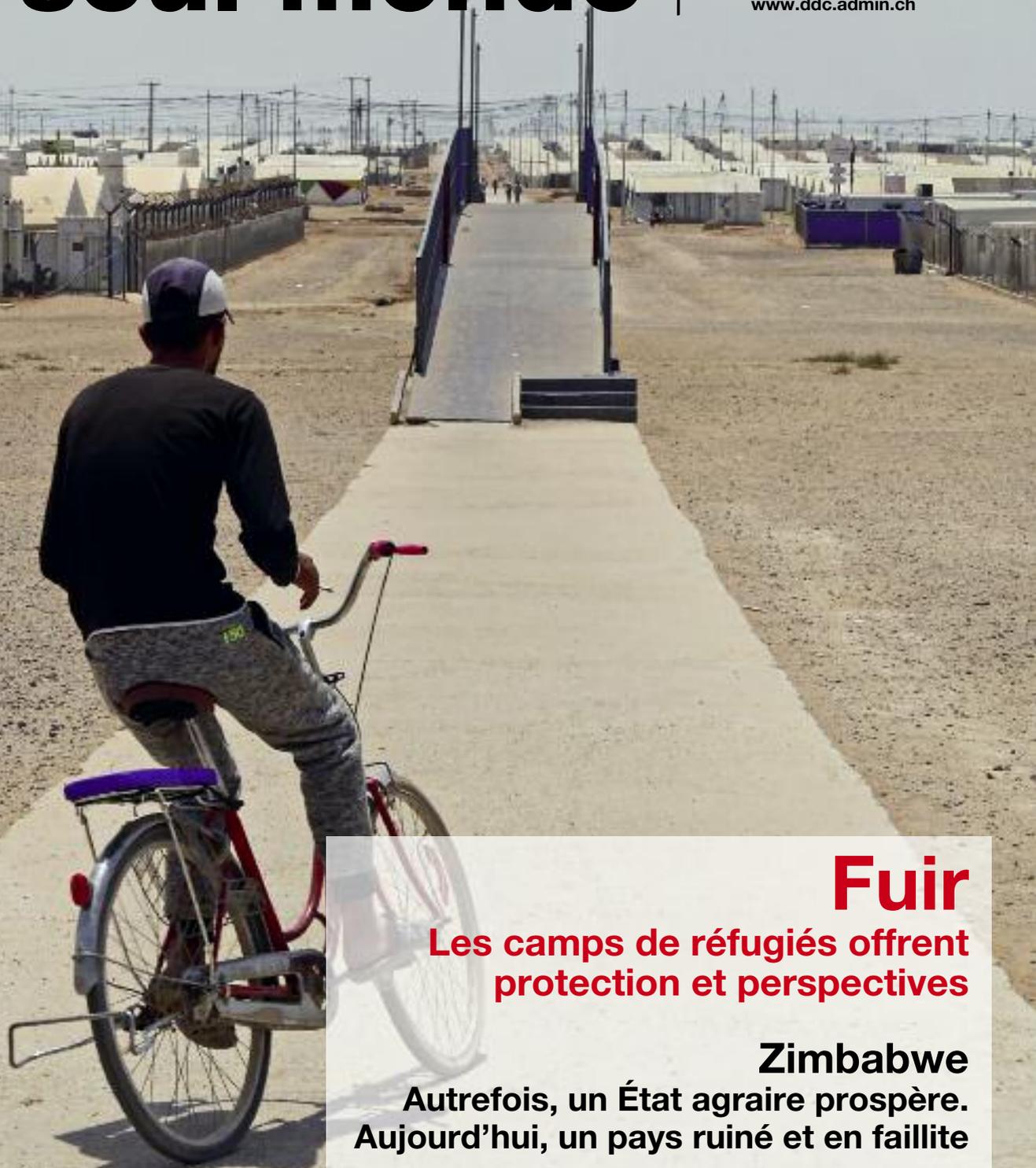
Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 4 / DÉCEMBRE 2017
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch



Fuir

**Les camps de réfugiés offrent
protection et perspectives**

Zimbabwe

**Autrefois, un État agraire prospère.
Aujourd'hui, un pays ruiné et en faillite**

**De l'argent plutôt que du riz
Les programmes de transferts
monétaires : une alternative à la
distribution de vivres**

Sommaire

DOSSIER



CAMPS DE RÉFUGIÉS

- 6 Des vies en suspens**
Plus de 65 millions de personnes sont forcées à l'exil à travers le monde. Plongée dans le quotidien des réfugiés en Jordanie et au Liban.
- 15 «L'aide sur place reste insuffisante»**
Entretien avec Andrew Harper, du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- 17 Faits et chiffres**

HORIZONS



- 18 Ici, rien n'est comme ailleurs**
Le Zimbabwe, pays enclavé au sud de l'Afrique, est pratiquement en faillite. Corruption, chômage, pauvreté et inégalités gangrènent cet État.
- 21 Sur le terrain avec...**
Juliane Ineichen, responsable du programme régional de la DDC en Afrique australe, évoque son travail et l'engagement de la Suisse au Zimbabwe
- 22 Où vas-tu, mon Zimbabwe ?**
L'écrivain Beaven Tapureta décrit les conditions de vie démoralisantes dans son pays d'origine

DDC



- 23 L'école, une priorité pour lutter contre la marginalisation**
La DDC favorise l'accès à l'éducation des familles nomades en Afrique de l'Ouest et centrale
- 24 Quand l'eau fait revivre un village**
Depuis que la décentralisation en Ukraine commence à prendre forme, la vie change dans les communes

FORUM



- 27 Les transferts monétaires questionnent l'aide humanitaire**
Depuis quelques années, les sacs de riz ont fait place aux cartes électroniques sur les terrains de crise
- 30 Maroc : station terminus !**
Carte blanche : Driss Ksikes raconte la transformation du paysage social des villes marocaines, après l'arrivée de migrants dans son pays natal

CULTURE



- 31 Tournages en Afghanistan : une réalité complexe**
Les réalisateurs afghans font face à des problèmes d'insécurité dans leur pays

- 3** Editorial
4 Périscope
26 DDC interne
34 Service
35 Coup de cœur avec Milo Rau
35 Impressum

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



Face à l'inactivité forcée, une lueur d'espoir

En février, j'ai visité l'un des plus grands camps du monde : celui de Kakuma, dans le nord-ouest du Kenya. Il accueille quelque 180 000 réfugiés. Près de la moitié d'entre eux ont fui les conflits récurrents au Soudan du Sud ; les autres ont échappé à la violence et aux troubles qui secouent les pays voisins. La DDC mène à Kakuma un projet de formation professionnelle visant à offrir de meilleures perspectives aux jeunes, tout d'abord au sein du camp et, si possible dans un avenir proche, dans leur pays d'origine.

En me rendant sur place, je voulais me faire une idée de la situation humanitaire qui prévaut dans le camp et m'assurer, parallèlement, que notre programme améliore la vie des jeunes. Je souhaitais, de plus, obtenir la réponse à une question qui m'avait pris au dépourvu, il y a deux ans, lors d'une discussion avec des jeunes dans un camp de réfugiés syriens en Jordanie. Que pouvons-nous faire pour aider ces gens à surmonter l'un des plus grands défis inhérent à la réalité des camps : l'inactivité forcée et le sentiment de passer à côté de leur vie ?

À Kakuma aussi, cette frustration est devenue oppressante. Le camp existe depuis les années 1990. La majorité des résidents sont nés dans ce lieu isolé, soumis aux assauts du soleil, du vent et de la poussière. Ne vous méprenez pas. Je n'ai nullement l'intention de critiquer ce camp. Au contraire. La bonne nouvelle est que nul n'y meurt de faim ou de soif. Le problème de la violence et de la criminalité n'y est pas plus prégnant que dans une ville « ordinaire », de taille et de type similaires. Il n'empêche, ces réfugiés restent tributaires de l'aide humanitaire et leurs libertés sont restreintes : deux points qui posent des difficultés en particulier aux jeunes.

Le projet de la DDC leur propose une formation, notamment dans les domaines suivants : mécanique automobile, couture, réparation d'ordinateurs et programmation. J'ai surtout rencontré des femmes dans l'atelier de couture. En revanche, j'ai été accueilli par

des apprentis des deux sexes dans le garage à ciel ouvert, au salon de coiffure et dans le magasin informatique. Souvent, ces jeunes m'ont à juste titre ignoré, trop occupés à manier leurs outils ou à taper sur leurs claviers pour prêter attention au visiteur venu de Suisse. J'ai tout de même réussi à me faire photographier avec une mécanicienne arborant de belles lunettes de protection.

L'histoire d'un apprenti informaticien soudanais m'a été racontée avec fierté. Le jeune homme est retourné à Juba, une fois son diplôme en poche. Il y a ouvert un magasin d'informatique, dont les affaires sont florissantes. Anecdotique, ce récit n'en confirme pas moins les résultats de diverses études : plus ils sont instruits, plus les réfugiés tendent à rentrer chez eux lorsque les conditions le permettent.

Au cours de cette première phase, le projet entend former quelque 500 jeunes – pour moitié des réfugiés du camp et pour l'autre moitié des Kenyans de la ville voisine, Kakuma. Nous soutenons également la population locale pour, d'une part, accroître l'acceptation du camp dans ses environs immédiats et, d'autre part, tenir compte du fait que les Kenyans de la région vivent à peine mieux que les réfugiés.

Certes, les besoins sont immenses et le nombre des places de formation limité. Pour les 500 apprentis, le projet fait, néanmoins, la différence : de l'inquiétude à l'espoir.

*Manuel Sager
Directeur de la DDC*

(De l'allemand)

Périscope

Ashley Gilbertson/VII/Redux/laif



Le savon sauve des vies

(bf) Il existe un lien direct entre la présence de savon dans un ménage et la mortalité infantile. C'est ce que vient de prouver une équipe de chercheurs de l'agence américaine USAID et de l'Unicef dans une étude conjointe, publiée par l'Université de Buffalo. Les scientifiques ont analysé des données liées au lavage des mains, recueillies tous les trois à cinq ans dans plus de 100 pays. En Afrique, la proportion de familles disposant de savon varie entre 0,1% en Ethiopie et 34,7% au Swaziland. À titre de comparaison, elle atteint 96,4% en Serbie, 42,6% en Afghanistan et 21,4% au Bangladesh. L'équipe de chercheurs, dirigée par Swapna Kumar et Pavani Ram, estime que le lavage des mains constitue l'un des meilleurs moyens de prévenir les six millions de décès infantiles enregistrés chaque année dans le monde. En conclusion, l'accès à l'eau et au savon est particulièrement important dans les régions rurales, où les enfants meurent souvent de pneumonie et de diarrhée.

L'école par la radio

(zs) Les violences de Boko Haram, dans la région du lac Tchad, ont contraint plus d'un million d'enfants à quitter leur foyer et leur école. Depuis le début de l'insurrection, en 2009, le groupe djihadiste a détruit des centaines d'établissements scolaires. Pour offrir une éducation aux victimes, l'Unicef a élaboré, avec le concours de l'Union européenne ainsi que des gouvernements camerounais et nigérien, un programme radio comportant 144 épisodes. Ceux-ci ont trait à la lecture, à l'écriture et au calcul. S'adressant à

différentes catégories d'âge, ils sont diffusés sur des chaînes publiques en français et dans les langues locales (kanouri, peul et haoussa). Les parents sont sensibilisés à l'importance de la démarche afin d'encourager leur progéniture à suivre assidûment les activités proposées. Quelque 200 000 enfants déplacés dans l'Extrême-Nord du Cameroun et la région de Diffa, au Niger, bénéficient du projet. « Dans un futur proche, nous espérons qu'ils recevront un certificat et réussiront l'année scolaire », souligne Marie-Pierre Poirier, directrice régionale de l'Unicef

pour l'Afrique de l'Ouest et centrale.

Une ampoule qui s'allume dans l'eau

(zs) Une jeune Ivoirienne a eu une idée lumineuse pour éclairer ses compatriotes, dont près de la moitié vivent encore dans la pénombre. Diplômée de La Sorbonne, Delphine Oulaï a découvert une ampoule (à diode électroluminescente), capable de s'allumer au contact de l'eau. Le dispositif contient « une pile hydro-électrique qui lui permet de conserver de l'énergie durant une semaine », explique la vingtenaire, originaire de la région du Tonkpi, à l'ouest du pays. Cette pile est composée d'une tige de carbone et de poudre de magnésium. Plongée dans l'eau, elle produit une réaction électrochimique à la surface des électrodes, permettant de générer de l'électricité et donc d'allumer la lampe. Pour assurer la longévité de l'ampoule, qui peut atteindre six ans, cette dernière doit être rechargée à un rythme hebdomadaire. Pas simple quand l'énergie fait défaut dans les régions reculées. L'idée de Delphine Oulaï pour remédier à la situation : faire circuler une charrette pourvue de panneaux photovoltaïques dans les villages.

Le mariage précoce entrave la réduction de la pauvreté

(zs) Chaque jour, plus de 41 000 filles sont mariées avant l'âge de 18 ans. Elles sont quelque 15 millions à subir ce sort chaque année, avant même d'être physiquement et psychologiquement prêtes à devenir femmes et mères. Le mariage précoce met non seulement en danger leur santé (grossesse et accouchement prématurés), mais les prive également d'éducation et de revenu. Elles sont davantage exposées à la pauvreté et à la violence de leur partenaire.

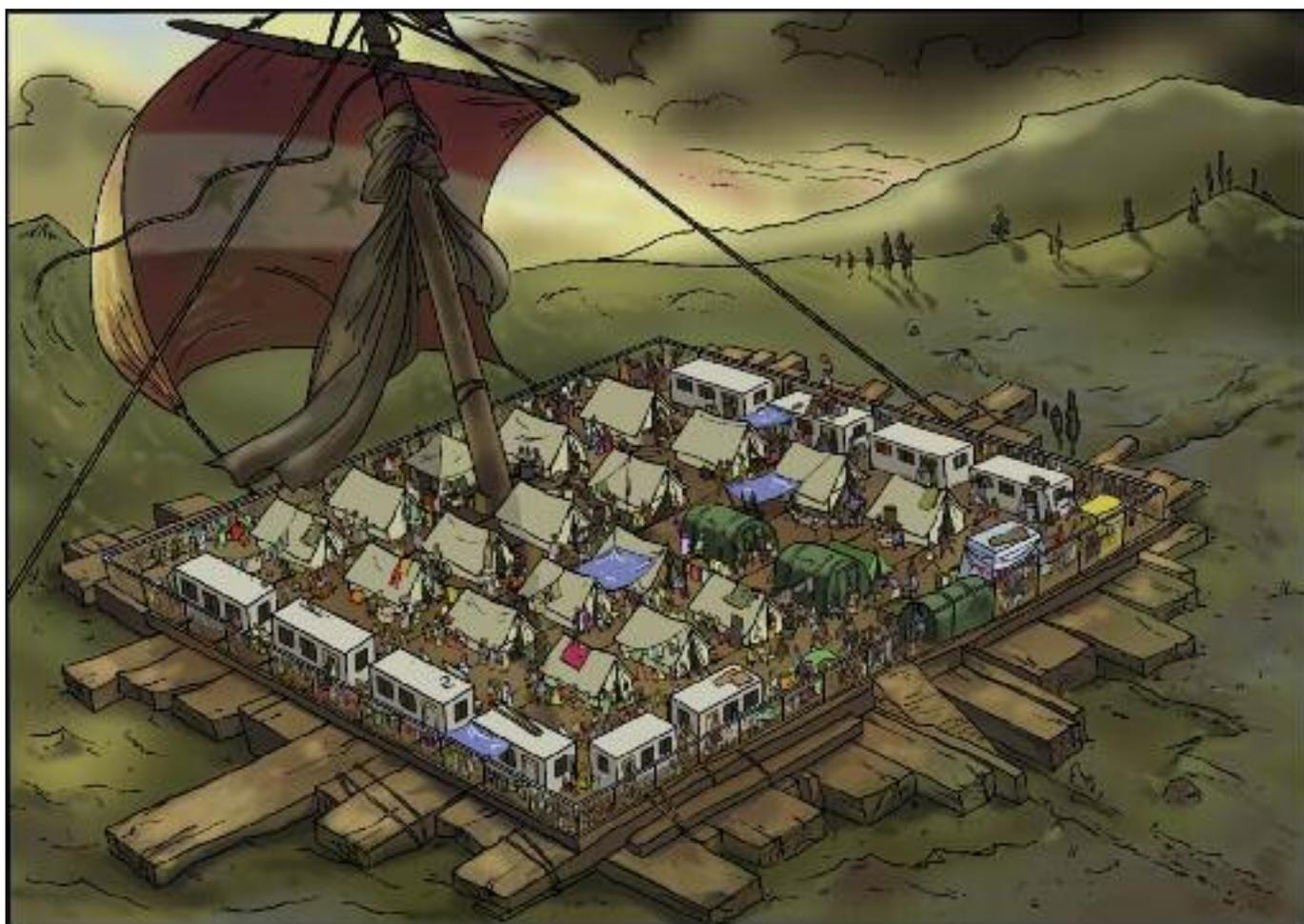
Outre les jeunes épouses elles-mêmes, le phénomène affecte aussi leurs enfants et la société. D'ici à 2030, il coûtera des milliards de dollars aux pays en développement, selon une étude de la Banque mondiale et du Centre international de recherche sur les femmes. L'analyse détaille son impact économique sur quinze États, avec des extrapolations pour une centaine de pays. Mettre un terme à cette pratique, en maintenant les filles à l'école notamment, apporterait des bénéfices en termes de bien-être. Une augmentation des chances en matière d'éducation et d'emploi permet de juguler la pression démographique, de réduire la pauvreté et de stimuler la croissance. Le mariage précoce est donc un problème social, mais aussi économique. <http://www.costsofchildmarriage.org/publications>

Plus de droits fonciers pour les femmes

(jlh) Dans la province de Rayagada, en Inde, la terre appartient non pas aux hommes, comme dans le reste du pays, mais aux femmes. Et ce sont les filles qui en héritent. Ce statut



Tim Graham/Corbis/Redux/laif



Dessin de Jean-Augustin

tout à fait particulier conféré à la gent féminine induit non seulement une quantité inhabituelle de plantes comestibles et médicinales, mais également une meilleure résistance des cultures au changement climatique. Pourtant, il demeure une exception, note un rapport du réseau mondial Rights and Resources publié cette année. Si la plupart des pays en développement étudiés prévoient des droits égaux pour les deux sexes, ce n'est le plus souvent que sur le papier. Les femmes, responsables de l'entretien des terres et des forêts dont vivent leurs familles, en prennent un soin tout particulier. Elles ne peuvent, cependant, ni posséder de terres ni en hériter. Elles n'ont pas voix au chapitre dans les instances politiques de leurs communes. Or, selon le rapport, l'égalité consti-

tuait un formidable moyen de s'assurer que les familles et les communes gardent le contrôle de leurs terres. Elle permettrait également de satisfaire les besoins alimentaires, tout en atténuant les effets du changement climatique et de l'avancée des déserts.

Pêcher dans les champs de riz

(jlh) Dans certains pays asiatiques, une méthode agricole pratiquée depuis des siècles suscite soudain un grand intérêt. Lorsqu'ils irriguent leurs rizières en terrasse, les paysans y introduisent des poissons qu'ils savoureront plus tard avec le riz. Cette cohabitation est sans danger pour l'environnement. Surtout, elle se révèle pertinente: si les poissons trouvent, dans les champs de riz, la protection et la

nourriture dont ils ont besoin, ils aèrent le sol et lui fournissent des nutriments. Selon la FAO, la rizipisciculture recèle un grand potentiel pour lutter contre la pauvreté et la faim dans le monde. L'organisation soutient

actuellement les paysans dans sept pays asiatiques. Ses experts et collaborateurs ont lancé plusieurs programmes visant à développer et faire connaître cette approche.



Christia Lachenmaier/FAO

Des vies en suspens

Le monde compte plus de 65 millions de personnes déplacées en raison de violences et de persécutions. À eux seuls, la Jordanie et le Liban accueillent quelque deux millions de réfugiés syriens. Les modes d'hébergement, dans ces deux pays, varient : le quotidien et les perspectives également. Reportage de Christian Zeier.



Le camp de Zaatari accueillerait provisoirement plus de 150 000 réfugiés. Officieusement, il est considéré comme la quatrième ville de Jordanie.

Wazira, assise dans sa tente, pleure. Adel observe les conteneurs habitables à l'infini. Ahmed prend la pose dans une chambre en tôle. Et Nizar fait visiter fièrement son trois pièces avec salle de bains et cuisine. Depuis mars, cet appartement lui appartient. Wazira, Adel, Ahmed et Nizar ne se connaissent pas. Ils partagent, néanmoins, un destin commun. Tous les quatre vivent en tant que réfugiés au Moyen-Orient. Ils ont fui leur pays d'origine pour s'installer avec leur famille dans un pays voisin de la Syrie : deux se trouvent au

Liban, deux sont en Jordanie.

Alors que l'Europe se lamente à propos de la crise des migrants, ces deux États ont accueilli plus de deux millions de Syriens. Selon l'ONU, les réfugiés en Jordanie représentent presque un dixième de la population et même un quart au Liban. Ce sont de loin les chiffres officiels les plus élevés du monde. Bien que fortement mise à contribution en comparaison européenne, la Suisse accueille vingt fois moins de réfugiés au regard de sa population totale.

Wazira, 30 ans, Bhannine

Pas de camps au Liban

Ce mois de juillet se révèle particulièrement chaud au Liban. Le soleil est brûlant : la température effleure les 40 degrés. Si aucune tâche ne s'avère urgente, les gens se reposent à l'ombre. C'est du moins le cas des adultes. Dans une cour intérieure de Bhannine, localité au nord du pays, des enfants courent autour des grandes tentes, évitant les cordes pleines de linge, tendues entre des



Christian Zeier

arbres chétifs. Les cinq tentes constituent leur maison – provisoirement.

Elles abritent trente Syriens, dont Wazira (30 ans) de Homs. Lorsque la guerre a éclaté dans son pays, il y a six ans, elle a fui avec sa famille et passé la frontière toute proche avec le Liban pour s'établir à Bhannine. « Trouver l'endroit n'a pas été difficile », raconte la jeune femme. « Le rendre habitable, ce fut une autre histoire. » À leur arrivée, les Syriens ont dû débroussailler les lieux. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) leur a fourni du matériel pour construire des abris : des bâches en plastique, des éléments en bois et du béton ont permis d'aménager des tentes de plusieurs pièces avec des fondations en dur.

Wazira, son mari et leurs cinq enfants ne vivent pas dans un camp. Il n'en existe pas au Liban. Du moins pas pour les réfugiés Syriens. Après les mauvaises expériences avec les camps palestiniens, le Liban applique une politique anti-camp très stricte.

Meilleure intégration à l'extérieur

Selon Khaled Kabbara, représentant du HCR dans la ville portuaire de Tripoli, « il est préférable que les réfugiés trouvent un abri hors des camps ».

Ils s'intègrent ainsi plus facilement dans la communauté d'accueil et l'aide qui leur est destinée bénéficie à l'ensemble de la société. Les camps devraient toujours constituer l'option de dernier recours, préconise l'agence onusienne dans une directive parue en 2014. Ils peuvent avoir des conséquences néfastes tant pour les occupants que pour le pays hôte.

Le nombre actuel de réfugiés met pourtant cette politique à rude épreuve (voir l'interview en page 15). « Prendre en charge tous ceux qui ne résident pas dans des camps représente une tâche énorme », souligne Khaled Kabbara. Leur seul enregistrement relève du défi. Pour obtenir un soutien, ces personnes doivent, en effet, s'enregistrer dans l'un des quatre centres du pays. D'après le HCR, elles seraient un million. Le gouvernement estime, pour sa part, leur nombre à un million et demi. La plupart vivent dans des appartements. Une autre partie importante réside dans des bâtiments inachevés, des garages, des magasins ou des caves. Enfin, à l'instar de Wazira, près de 250 000 Syriens habitent dans des campements informels, répartis à travers tout le pays.

Campements de fortune

Arrivés il y a près de six ans, Wazira et ses proches





Trente Syriens résident dans cette cour intérieure, à Bhanine. Leurs logements sont essentiellement faits de bois et de bâches.

Adel, 31 ans, Zaatari

Une véritable ville

À Zaatari, la liberté de mouvement s'arrête aux barbelés. Après un trajet d'une heure en voiture depuis la capitale jordanienne, Amman, en direction du nord-est, une clôture se profile au loin. Le site équivaut à sept cents terrains de football. Des conteneurs s'alignent à perte de vue. Quelque 80 000 Syriens y ont trouvé refuge. Pour toute sortie, une autorisation est nécessaire. Ouvert en 2012, Zaatari est aujourd'hui l'un des plus grands camps de réfugiés du monde. Au milieu de cette cité de conteneurs, sur les hauteurs, Adel (31 ans) regarde les innombrables toits en tôle. « La vie est dure ici », raconte-t-il. En hiver, il fait très froid ; en été, très chaud. Lors de tempêtes, le sable pénètre dans le conteneur. Lequel mesure trois mètres sur cinq. Adel y vit avec sa femme et leurs quatre enfants. Comme beaucoup de familles à Zaatari, la sienne est originaire du sud-ouest de la Syrie, foyer de l'insurrection contre Bachar el-Assad. Elle a franchi la frontière toute proche en avril 2013. Au camp, elle a trouvé une tente, un set de cuisine et des couvertures pour tous. « Depuis, les choses se

ne vivent qu'avec le strict minimum. Deux réservoirs surélevés assurent l'approvisionnement en eau et l'électricité n'est disponible qu'à certaines heures. La famille a accès aux services de santé et, bien que le système éducatif libanais soit débordé, les cinq enfants fréquentent l'école locale. Interrogée sur ses projets futurs, Wazira se tait et baisse le regard : « Nous ne savons pas ce que l'avenir nous réserve. Nous espérons ce qu'il y a de mieux pour nos enfants », dit-elle les larmes aux yeux.

Des petits boulots

Au-delà du logement et de l'infrastructure, c'est l'absence de perspectives qui prédomine à Bhanine. Le mari de Wazira travaille de temps à autre à la journée, dans l'agriculture ou le bâtiment. Grâce à ces petits boulots, il gagne entre 15 et 18 dollars par jour, au noir : comme la plupart des Syriens, il n'a ni autorisation de séjour ni permis de travail. Ce revenu ne suffisant pas, la famille reçoit 135 dollars par mois du Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU. Wazira doute que les conditions soient meilleures dans un camp de réfugiés. Elle connaît une famille qui vit dans un camp en Jordanie : « Je préfère notre situation. Nous sommes au moins libres d'aller où nous voulons. »

Les chiffres exacts

Avant de pouvoir venir en aide aux plus défavorisés, il est nécessaire de les identifier et de les localiser. Au Liban, le HCR a dénombré un million de réfugiés syriens. Pour les atteindre, l'agence onusienne collabore avec des bénévoles, qui glanent des données dans leur communauté pour, ensuite, les partager. En mai 2015, le gouvernement libanais a, toutefois, enjoint au HCR de suspendre les enregistrements. Selon les experts, jusqu'à un demi-million de réfugiés syriens seraient arrivés depuis et vivraient donc au Liban sans reconnaissance officielle. N'étant pas enregistrés, ils n'ont droit à aucun soutien.



sont nettement améliorées», note Adel. Pour commencer, la famille a reçu le conteneur. Avec l'aide de proches, le jeune père a, ensuite, cimenté le sol, puis construit une cuisine et une entrée. L'eau et l'électricité sont désormais disponibles. Les enfants vont à l'école et les services médicaux fonctionnent.

Le rêve d'une vie normale

Adel est, néanmoins, persuadé que la vie serait meilleure hors du camp. Il a des connaissances qui vivent dans des logements avec une à deux



À Zaatari, les réfugiés ont affectueusement surnommé la rue principale du camp « Champs-Élysées ». De l'agence de voyage à l'atelier de réparation pour vélos, tout ce qui répond à une demande s'y trouve.

chambres à coucher. « En comparaison, notre conteneur est une boîte de conserve. » S'il avait un emploi, Adel s'en irait aussitôt. Selon lui, ses enfants pourraient mieux s'intégrer à l'extérieur du camp et enfin mener une vraie vie. Deux d'entre eux sont si jeunes qu'ils n'ont jamais connu un autre environnement que la chaleur, le sable et le conteneur. « Lorsque nous sommes sortis du camp récemment, ils ont vu un arbre pour la première fois ! »

La famille ne pourra sans doute pas quitter la zone barbelée de sitôt : elle n'a personne qui puisse l'accueillir à l'extérieur et ses quatre années d'exil ont absorbé toutes ses économies. Sa situation illustre parfaitement le malheur et la chance que représente un camp de réfugiés. Si celui-ci rend ses occupants tributaires de l'aide étrangère et les empêche d'être complètement autonomes, il protège les plus vulnérables de l'exploitation à laquelle ils pourraient se plier pour survivre.

Un regard sur les statistiques permet d'identifier le type d'hébergement prisé par les Syriens : sur les 200 000 personnes officiellement enregistrées à Zaatari en avril 2013, moins de la moitié y vivent encore. Bien qu'une majorité des réfugiés soient tout d'abord arrivés dans l'un des camps jordaniens, l'on estime que 85% d'entre eux résident aujourd'hui ailleurs, principalement dans les agglomérations urbaines.

Les « Champs-Élysées » de Zaatari

Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas de vie à Zaatari. Aux alentours de midi, la rue principale du camp, affectueusement surnommée « Champs-Élysées » par les résidents, est très animée. Les gens se pressent dans les restaurants, des piétons flânent devant les boutiques et des cyclistes transportent toutes sortes de marchandises. Cinq ans après son ouverture, le site offre toutes les prestations répondant à une demande : de la pizzeria à l'atelier

Ressources limitées

« La Jordanie court à la catastrophe ! », avertissait le roi Abdallah II dans les médias début 2016. Le monarque affirmait que son pays ne pourrait plus admettre de nouveaux Syriens sans soutien supplémentaire. En réponse à cet appel désespéré, une conférence internationale de donateurs, qui s'est tenue à Londres l'an dernier, a permis de lever neuf milliards d'euros pour financer l'aide aux réfugiés en Turquie, en Jordanie et au Liban. En contrepartie, ces pays ont promis de favoriser l'intégration des migrants dans le monde du travail.

de réparation des vélos en passant par le salon de coiffure.

Cette dynamique fait suite à la situation plus ou moins chaotique qui régnait les premières années à Zaatari. L'infrastructure était alors déficiente, des troubles ont éclaté et des groupuscules contrôlaient des rues entières. Une certaine liberté d'aménager le camp a été laissée à ses utilisateurs. Celui-ci ressemble désormais, à s'y méprendre, à une ville : les Syriens ont déplacé leurs conteneurs et les ont transformés en petites boutiques. Ils ont dérobé l'électricité du réseau officiel et introduit clandestinement diverses mar-

chandises. Ils ont ainsi façonné le camp en fonction de leurs propres besoins. C'était un casse-tête pour les services de sécurité, mais une chance pour les habitants.

« Diriger un camp de réfugiés relève toujours de l'équilibrisme », observe Juliette Stevenson, chargée de communication du HCR à Amman. « D'un côté, il est parfois nécessaire de fixer des règles ; d'un autre, il est bon que la vie prenne ses aises. » Au fil du temps, il a fallu trouver des compromis à Zaatari : les gérants des petits magasins, par exemple, paient désormais l'électricité qu'ils consomment et bénéficient en échange d'un

Aider les réfugiés et les communautés hôtes

La Suisse contribue grandement à améliorer les conditions de vie des réfugiés au Moyen-Orient. Son aide vise en particulier les personnes qui résident à l'extérieur des camps officiels.

(cz) L'aide suisse s'est retrouvée sous le feu des projecteurs en mai dernier. Le conseiller fédéral d'alors Didier Burkhalter a inauguré dans le camp d'Azraq, en Jordanie, un nouveau réseau de distribution d'eau améliorant le quotidien de milliers de réfugiés syriens. Financé et construit par la Suisse, il est géré par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef).

« Grâce à cette installation, nous n'avons plus besoin de livraisons d'eau et économisons énormément d'argent », se réjouit Saleh Al-Sharabati, représentant de l'institution onusienne en charge de l'enfance à Azraq. Le forage réalisé fournit les capacités requises, tandis que le nouveau réseau relie les puits aux réservoirs centraux et aux points d'eau répartis dans le camp. Selon plusieurs habitants, l'eau est de bonne qualité et les trajets quotidiens pour s'approvisionner se révèlent désormais moins pénibles. L'équipement mis en service facilite la vie de tous.

Appui fourni aux écoles

Pour aider les réfugiés accueillis au Liban et en Jordanie, la Suisse verse des contributions à des organisations multilatérales, telles que le HCR, le CICR et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA). Elle soutient les activités bilatérales d'ONG locales et internationales. Elle réalise, de plus, ses propres projets d'entente avec les gouvernements respectifs.

Au Liban, la DDC développe, en collaboration avec les autorités locales, l'approvisionnement en eau dans la plaine de la Bekaa, une région agricole importante. Dans le nord du pays, elle a réhabilité les écoles : de nouvelles portes, fenêtres et installations sanitaires ont amélioré l'état d'établissements mis à forte contribution par la hausse des effectifs. En 2012, la Suisse a lancé une action similaire en Jordanie : 58 écoles, qui accueillent des enfants réfugiés de Syrie, ont été rénovées et 30 classes supplémentaires ont été construites. Quelque 50 000 élèves en bénéficient.

Travailler sur le long terme

Ces projets profitent autant aux Syriens qu'aux habitants de la région. Ils viennent en aide aux personnes en difficulté, tout en améliorant la perception des réfugiés, indique Rahel Pema, cheffe suppléante du bureau de la coopération suisse à Amman. « Nous montrons ainsi aux pays d'accueil qu'on ne les laisse pas seuls face aux problèmes. » Au Liban, le fait que le gouvernement ne veuille pas de camps pour les Syriens constitue une chance, selon le chef du bureau de la coopération suisse à Beyrouth, Philipp Beutler. « Nous pouvons davantage travailler sur le long terme et améliorer les infrastructures communales. » Les représentants suisses sont unanimes sur un point : les réfugiés s'intègrent mieux au sein de la société. ■

(De l'allemand)

La stratégie helvétique

Au Moyen-Orient, la Suisse améliore les conditions des populations vulnérables affectées par un conflit afin qu'elles puissent vivre dans la paix et la sécurité. Elle réduit la précarité, prévient et résout les conflits. Tels sont les objectifs principaux de sa stratégie de coopération régionale. Celle-ci se fonde sur une approche globale, à laquelle collaborent l'Aide humanitaire de la DDC, la Division Sécurité humaine du DFAE, le Seco et le Secrétariat d'État aux migrations. L'engagement s'articule autour de quatre axes prioritaires : la protection des réfugiés et celle des personnes défavorisées, l'accès aux soins de base et la gestion durable de l'eau. Cette année, la Suisse aura dépensé quelque 26 millions de francs en Jordanie et 20 millions au Liban.

approvisionnement sans coupure. Les services de sécurité sont plus présents, mais ferment un œil sur les activités des boutiques informelles. Seuls les emplois font encore défaut à Zaatari. La Jordanie a, certes, lancé une initiative qui doit permettre à plus de Syriens de travailler légalement et les réfugiés peuvent, depuis peu, demander un permis de travail dans un centre de placement interne. La majorité des habitants demeurent, néanmoins, dépendants de l'aide humanitaire.

Ahmed, 35 ans, Azraq

Organisé et structuré

À Azraq, ouvert après Zaatari, tout devait mieux se passer. Alors que la venue d'autres Syriens était attendue et qu'un seul camp ne suffirait pas pour les accueillir, le HCR et le gouvernement en ont prévu un supplémentaire. C'est ainsi qu'Azraq a été mis en service en 2014. L'agence onusienne affirme alors avoir tiré les leçons de Zaatari et d'autres camps. Azraq vaut-il mieux que Zaatari ? Peut-il servir de modèle ? Oui et non. La réponse dépend du point de vue et du domaine pris en considération.

La sécurité aux dépens de la liberté

Azraq est organisé de manière nettement plus décentralisée. Le camp est divisé en plusieurs zones, appelées « villages », qui fonctionnent de façon quasi autonome. Chacun d'eux comprend des centres communautaires, un dispensaire, des écoles, des places de jeux ainsi que divers équipements. Selon Alaa Amoush, experte du HCR, « de petites entités sont plus faciles à gérer ». Le nouveau camp est plus structuré. Dès le départ, les services de sécurité ont été mieux préparés.



Un réfugié syrien a ouvert cette pizzeria sur la place du marché, dans le camp d'Azraq, en plein désert.



Le principal atout de ce camp constitue aussi sa faiblesse. Tandis que Zaatari s'est développé de manière organique, Azraq résulte d'une planification approfondie. Les libertés y sont sacrifiées sur l'autel de la sécurité : une autorisation est nécessaire pour entrer dans le camp ou le quitter, tout comme pour ouvrir un magasin. Si l'on trouve des boutiques illégales à Azraq, le marché n'est pas aussi dynamique qu'à Zaatari. Le site se trouve au milieu du désert, à des kilomètres de toute agglomération et d'éventuels partenaires commerciaux.

« Pour nous, c'est un avantage », souligne le colonel Fakhri Al-Quatarnah, à la tête des services



Depuis douze ans, Abu Ahmed vend et répare des vélos à Azraq. Les affaires marchent bien, selon lui.

Christian Zeier

matelas sur lesquels la famille dort et reçoit ses hôtes. Abu Rim et ses proches sont arrivés à Azraq en août 2014. «À l'époque, le sol était en sable. Nous n'avions pas de cuisine et le point d'eau était très éloigné», se souvient-il. «Depuis, notre situation s'est grandement améliorée.» Les enfants vont à l'école. La formation est acceptable, les soins de santé efficaces et l'infrastructure excellente, précise le père de famille.

Installations solaires

Azraq est le premier camp de réfugiés qui couvre ses besoins en électricité grâce à ses propres installations solaires. Le réseau d'eau a été transformé cette année (voir article en page 10). Le manque de travail et de perspectives demeure le principal problème. Abu Rim pense à son frère, qui vit à Amman et a un emploi: «Si je trouvais un travail à l'extérieur, je partirais d'ici tout de suite.»

Les résidents d'Azraq ne partagent pas tous le même point de vue. Loin s'en faut. «Nous préférons vivre dans le camp», déclare Ahmed (35 ans). «Même si j'avais un emploi à l'extérieur, la totalité de mon salaire servirait à payer le loyer, l'électricité et l'eau.» Sa famille reçoit 100 dinars (140 francs) par mois au titre de l'aide internationale, auxquels s'ajoutent les 180 dinars de son revenu d'enseignant auprès d'une ONG. «À l'extérieur, je gagnerais davantage, mais ne trouverais pas de travail.» Tous attendent que la vie reprenne son cours. «Notre avenir appartient au passé. Nous misons à présent sur celui de nos enfants», confie Ahmed.

de sécurité jordaniens à Azraq. «Nous ne souhaitons pas isoler les gens, mais les troubles sont moins fréquents en l'absence de ville à proximité», indique-t-il. Les résidents apprécient la situation différemment, comme le montrent les chiffres: quelque 53 000 personnes sont enregistrées à Azraq, mais seules 35 000 y résident véritablement. L'écart s'explique par le fait que les réfugiés autorisés à quitter temporairement le camp prolongent leur séjour à l'extérieur.

Rester ou partir ?

Installé depuis trois ans à Azraq avec les siens, Abu Rim est convaincu que «la qualité de vie est meilleure à l'extérieur». «Surtout, j'aurais plus de chances de trouver un emploi.» Ce Syrien de Homs, sa femme et leurs quatre enfants sont assis dans le conteneur familial. Le sol bétonné est couvert d'un tapis. Aux coins de l'unique pièce, qui mesure 24 mètres carrés, sont installés de fins

Nizar, 45 ans, Nahr el-Bared

Éviter les erreurs du passé

Les conséquences d'une intégration ratée des réfugiés s'observent au nord du Liban. À la périphérie de Tripoli, une large route passe devant un point de contrôle militaire, avant de mener à Nahr el-Bared. C'est ici que les premiers Palestiniens se sont installés voici bientôt septante ans. Nahr el-Bared est l'un des douze camps palestiniens officiels au Liban, géré par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA). «Nous apprécions toute forme d'aide, mais notre vie est loin d'être confortable», déplore Nizar. Le Palestinien de 45 ans nous invite dans son appartement, au deuxième étage d'un immeuble

L'hospitalité arabe

En Jordanie et au Liban, l'accueil des migrants relève de la tradition. À la fin des années 1940, des centaines de milliers de Palestiniens ont trouvé refuge au Liban et la plupart d'entre eux vivent aujourd'hui dans des camps extraterritoriaux. La Jordanie a, pour sa part, admis, ces dernières décennies, d'importants groupes de réfugiés en provenance d'Arménie, de Palestine ou d'Iran. Depuis, beaucoup ont obtenu la nationalité jordanienne.



Christian Zaber

en 1949, un an après l'expulsion de sa famille du territoire israélien actuel. À l'époque, le camp comprenait essentiellement des tentes et des abris miteux, à l'instar de l'hébergement des Syriens aujourd'hui. Au fil des ans, Nahr el-Bared s'est mué en petite ville : des maisons sont sorties de terre et le commerce a pris son essor. La situation des Palestiniens au Liban s'est, cependant, sérieusement détériorée, avant même le début de la guerre civile. Aujourd'hui encore, on les tient pour responsables de l'éclatement du conflit. Leurs camps sont perçus comme un danger pour la sécurité de l'État et comme centres de recrutement pour les extrémistes : telle est l'une des principales raisons pour laquelle le Liban veut éviter d'aménager des camps pour les réfugiés syriens.

beige, et nous fait visiter fièrement les trois chambres. Le logement vient d'être achevé dans le cadre de la reconstruction de Nahr el-Bared par l'UNRWA. Il appartient, depuis mars, à Nizar et à sa famille. « Nous étions très heureux de pouvoir revenir dans le camp, mais avons l'impression de vivre en prison. »

L'histoire de Nizar est étroitement liée à celle du camp. Son père est né à Nahr el-Bared. C'était

Un marché florissant réduit à néant

Nahr el-Bared a été détruit en 2007, lors des combats qui ont opposé l'armée libanaise au mouvement islamiste radical Fatah al-Islam. Si la reconstruction a commencé dès 2009, le site ressemble encore aujourd'hui davantage à un camp jordanien qu'à une ville florissante. « Autrefois, ce



Si les nouveaux immeubles, dans le camp palestinien de Nahr el-Bared, réjouissent les réfugiés, un problème demeure : les restrictions à la liberté de mouvement.

L'Ouganda en exemple

Le manque d'emplois et de perspectives reste l'une des plus grandes difficultés à laquelle doivent faire face les migrants. Ces derniers sont soumis à des restrictions dans de nombreux pays. Essentiellement pour des questions politiques, les gouvernements refusent de reconnaître leurs droits les plus fondamentaux. L'Ouganda s'est engagé sur une tout autre voie. Accueillant des centaines de milliers de réfugiés, il leur garantit le droit à la liberté de mouvement, au travail, aux soins de santé et à la formation. Le pays leur accorde également les droits de vote et d'élection au niveau local. Cette politique d'intégration lui vaut des éloges de toutes parts.



Christian Zeier

Trois jeunes posent devant une école, à Nahr el-Bared. La formation dans le camp est intéressante, mais les perspectives en matière d'emploi sont maigres.

Le coût de l'aide

« Les camps devraient être l'exception », affirme le HCR dans sa directive de 2014 concernant l'hébergement des réfugiés. L'agence prône d'autres solutions, bénéficiant autant aux réfugiés qu'aux pays d'accueil. Cette stratégie pose, toutefois, le problème des coûts. Si les personnes déplacées résident dans des camps, la communauté internationale tendra à financer l'aide. Si elles vivent dans les agglomérations urbaines, la facture sera plutôt à la charge de l'État hôte. Une politique misant sur différentes options ne pourra être efficace que si elle prévoit un soutien aux pays concernés. Ceux-ci seront ainsi moins incités à ériger des camps.

camp était ouvert », témoigne Bilal, qui possède un magasin d'alimentation dans la rue centrale. Selon ce commerçant de 31 ans, la proximité avec la mer et les prix bas attireraient alors le chaland. « Aujourd'hui, les gens de l'extérieur ne viennent plus ici. » Bien que le camp ait été en grande partie reconstruit, son économie est anéantie. Le site ne se trouve plus sur la route principale de Tripoli et les contrôles d'accès le privent de son attrait et ne font que l'isoler. Pire encore, les réfugiés palestiniens n'ont généralement pas la nationalité libanaise et sont donc désavantagés du point de vue légal.

Une mise en garde pour l'avenir

Ainsi, la situation de Nahr el-Bared sert d'avertissement, rappelant qu'une société peut bénéficier ou non de la présence de réfugiés. Couvrir les besoins de base est, certes, essentiel : chaque famille a besoin d'un toit, de repas réguliers, d'électricité et d'eau. Mais cela ne suffit pas : si Nizar dispose d'un logement, il ne possède pas de

travail. Sa fille aînée étudie, mais n'a guère de perspectives d'emploi.

Le Liban doit déjà faire face à des centaines de milliers de Palestiniens quasiment sans avenir sur le marché du travail. Si l'on perpétue les erreurs du passé et n'accorde pas un soutien supplémentaire à la Jordanie et au Liban, le Moyen-Orient comptera une nouvelle génération perdue. Aux Palestiniens s'ajouteront les Syriens qui ne peuvent ni retourner chez eux ni aspirer à un avenir. Wazira, Ahmed, Adel et leurs enfants connaîtront le même sort que celui de Nizar. ■

(De l'allemand)

« L'aide sur place reste insuffisante »

Après avoir représenté le HCR en Jordanie, Andrew Harper prépare l'accueil futur des réfugiés depuis le siège de l'organisation, à Genève. Dans un entretien accordé à Christian Zeier, il explique comment les camps voient le jour et pourquoi ils ne constituent qu'une solution d'urgence.



Avec d'autres représentants du HCR, Andrew Harper accompagne des réfugiés syriens, tout juste arrivés à la frontière jordanienne.



Andrew Harper travaille, depuis 1990, au sein du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Après des postes au Timor occidental, en Iran et à Sumatra, l'Australien fut responsable, six ans durant, des opérations en Irak, depuis le siège de l'organisation à Genève. Représentant du HCR en Jordanie de 2011 à 2016, il a coordonné l'aide internationale dans le contexte de la crise syrienne. C'est à cette période que deux des plus grands camps de réfugiés du monde ont vu le jour : Zaatari et Azraq. Andrew Harper est de retour à Genève depuis septembre 2016 : après avoir dirigé l'unité du HCR pour l'innovation, il est désormais à la tête de la division de la gestion et de l'appui aux programmes.

Un seul monde: Monsieur Harper, le HCR s'oppose officiellement aux camps de réfugiés, mais gère quelques-unes des plus grandes structures du monde. Comment expliquez-vous cette contradiction?

Andrew Harper: Les organisations humanitaires ont beau louer les avantages de stratégies différentes: celles-ci ne peuvent, toutefois, s'appliquer que si les pays d'accueil reçoivent un soutien suffisant. Sinon, ces derniers nous disent très vite: « Pour que nous puissions maintenir nos frontières ouvertes, vous devez vous occuper des gens qui arrivent. » C'est exactement ce qui s'est produit en Jordanie.

Ce pays ne voulait-il pas de camps?

On était d'avis que les camps étaient contraires à la culture locale et à l'hospitalité arabe. Les Jordaniens ont partagé leurs maisons, leur nourriture et leurs vêtements avec les réfugiés. N'étant elles-mêmes pas très riches, les communes ont rapidement été débordées. Ce n'est qu'à ce stade que le gouverne-

ment nous a demandé d'ouvrir un camp.

Le HCR affirme avoir beaucoup appris sur les camps en Jordanie ces dernières années. Or, lorsque l'on compare Zaatari et Azraq, la qualité de vie semble moins bonne dans le nouveau camp que dans l'ancien.

Nous n'avons pas pu apporter les nombreuses améliorations prévues. Des arbres rendraient, par exemple, le site nettement plus accueillant. Les autorités n'en ont pas voulu pour des raisons de sécurité. Et n'oublions pas qu'il y a toujours des gens opposés à un minimum de confort pour les réfugiés.

L'un des principaux reproches émis à l'encontre d'Azraq, c'est son isolement. Que répondez-vous?

Tout d'abord, dans un pays comme la Jordanie, les zones d'habitation classiques sont déjà affectées. Ensuite, le terrain doit appartenir au gouvernement. L'accès à l'eau et à l'électricité ainsi qu'à la route



HCR/Bassam Diab

Quelque 8000 personnes ont trouvé refuge dans le camp d'Aïn Issa, géré par le HCR. Elles ont fui les violents combats qui faisaient rage à Raqa, ville syrienne aux mains de l'État islamique jusqu'en octobre dernier.

constitue une autre condition. Le camp ne doit pas être trop éloigné de la frontière afin de faciliter un retour sûr et digne. Enfin, il est nécessaire que la population locale accepte le camp. Bien que son emplacement ne soit pas idéal, Azraq constitue la meilleure solution.

Existe-t-il de bonnes pratiques en Jordanie pouvant s'appliquer ailleurs ?

Nous avons lancé le premier programme mondial de transferts monétaires, qui utilise la reconnaissance de l'iris pour identifier les bénéficiaires. Grâce aux données biométriques, nous pouvons garantir que chaque centime parvient aux bonnes personnes.

Pourquoi les camps sont-ils conçus à titre provisoire, alors que les gens y passent de nombreuses années ?

Lorsque le nombre des réfugiés dépasse 100 000, il est fort probable que leur séjour se prolongera. On nous affirme, cependant, invariablement ceci : « Ils ne resteront que six mois. Il ne vaut pas la peine d'investir. » Dans le cas d'Azraq, nous avons misé d'emblée sur une infrastructure plus durable. En lieu et place de tentes, nous avons fourni des conteneurs aux familles, afin de leur offrir plus d'intimité.

Y a-t-il un stade où vous vous dites : « Nous avons atteint un bon niveau et pouvons renoncer à adapter le camp » ?

Nous ne devons jamais cesser d'améliorer la vie des gens. J'ai souvent entendu que les camps en Angola et au Soudan n'étaient pas aussi réussis que ceux en Jordanie. C'est vrai. Cela n'empêche pas qu'il faille agir partout au mieux. Le problème reste les ressources.

Si les camps en Somalie sont nettement moins accueillants qu'en Jordanie, est-ce donc juste par manque de moyens ?

Pour commencer, c'est le gouvernement qui décide si nous pouvons ériger un camp et où. Vient

ensuite la question de l'accès : il est beaucoup plus difficile d'acheminer de l'aide en Somalie qu'en Jordanie. Enfin, il y a l'argent : le HCR dépend des contributions versées par les pays donateurs et les particuliers. Pour la Jordanie, nous avons eu la chance de recevoir des fonds des pays occidentaux, mais aussi de nombreux États du Golfe.

Les pays donateurs décident eux-mêmes de l'utilisation de leurs fonds. Cela pose-t-il un problème ?

Oui. Comme les pays investissent de plus en plus dans des projets humanitaires sur leur propre territoire, il reste toujours moins d'argent pour l'aide internationale. Et les gens se demandent pourquoi tant de réfugiés essaient de gagner l'Europe... C'est parce que l'aide sur place est insuffisante !

Que pensez-vous du travail de la DDC ?

Au Moyen-Orient, il dépasse toutes les attentes. En Jordanie, les Suisses ont été les premiers à croire en notre programme de transferts monétaires. Ils nous ont permis de le lancer. Dans le monde entier, nous profitons aussi des compétences techniques de la DDC. De plus, comme la Suisse est un pays neutre, elle peut mener des actions humanitaires avec plus de transparence, d'indépendance et de rapidité que d'autres États.

Au Liban et en Jordanie, la DDC est active essentiellement hors des camps. Ceux-ci attirent néanmoins plus d'argent et d'attention médiatique. Quelle est la meilleure option ?

Je devrais répondre qu'il faut privilégier les camps, car le gouvernement estime que c'est là où les réfugiés doivent séjourner. Pourtant, 85% d'entre eux vivent à l'extérieur...

Est-ce là une réponse ?

Oui. Quiconque souhaite se profiler et cherche l'attention des médias investit dans les camps. ■

(De l'anglais)

Faits et chiffres

Nombre de réfugiés dans les plus grands camps du monde

270 000

Bidi Bidi (agglomération, Ouganda)

160 000

Kakuma (Kenya)

250 000

Dadaab (regroupement de cinq camps, Kenya)

120 000

Imvepi (agglomération, Ouganda)

170 000

Palorinya (agglomération, Ouganda)

80 000

Zaatari (Jordanie)

Un triste record

Le HCR enregistrait, fin 2016, plus de 65 millions de personnes déracinées à travers le monde. La majorité d'entre elles se sont déplacées contre leur gré à l'intérieur de leur propre pays, tandis que 22,5 millions ont dû trouver refuge à l'étranger. La plupart vivent au sein d'agglomérations urbaines, dans des appartements, des garages, des maisons inachevées ou des campements de fortune. Seul un tiers d'entre eux résident dans des camps officiels.

- Le Liban applique une rigoureuse politique anti-camp. La plupart des réfugiés vivent donc dans des campements de fortune, des logements ou des immeubles inachevés. Ce système favorise l'intégration au sein de la société, mais met à rude épreuve les institutions nationales, telles que les hôpitaux et les écoles.

Types de camps

- Le Liban, la Syrie, la Jordanie, la bande de Gaza et la Cisjordanie comptent, depuis bientôt septante ans, des camps palestiniens. Ceux-ci sont régis par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA).
- Les camps de réfugiés en Turquie accueillent essentiellement des Syriens. Ils sont gérés par l'État turc et disposent le plus souvent de bonnes infrastructures. De sévères restrictions légales sont, néanmoins, imposées aux résidents.
- En Ouganda, les structures d'accueil ressemblent davantage à des agglomérations qu'à de véritables camps. Elles ne sont pas entourées d'une clôture entravant la liberté de mouvement. De nombreux réfugiés reçoivent des terres qu'ils peuvent exploiter. De plus, ils sont officiellement autorisés à travailler.

Pays d'origine de la majorité des réfugiés

- Syrie : 5,5 millions
- Afghanistan : 2,5 millions
- Soudan du Sud : 1,4 million

Pays accueillant la plupart des réfugiés (enregistrés auprès du HCR)

- Turquie : 2,9 millions
- Pakistan : 1,4 million
- Liban : 1 million
- Iran : 980 000
- Ouganda : 940 000
- Éthiopie : 790 000

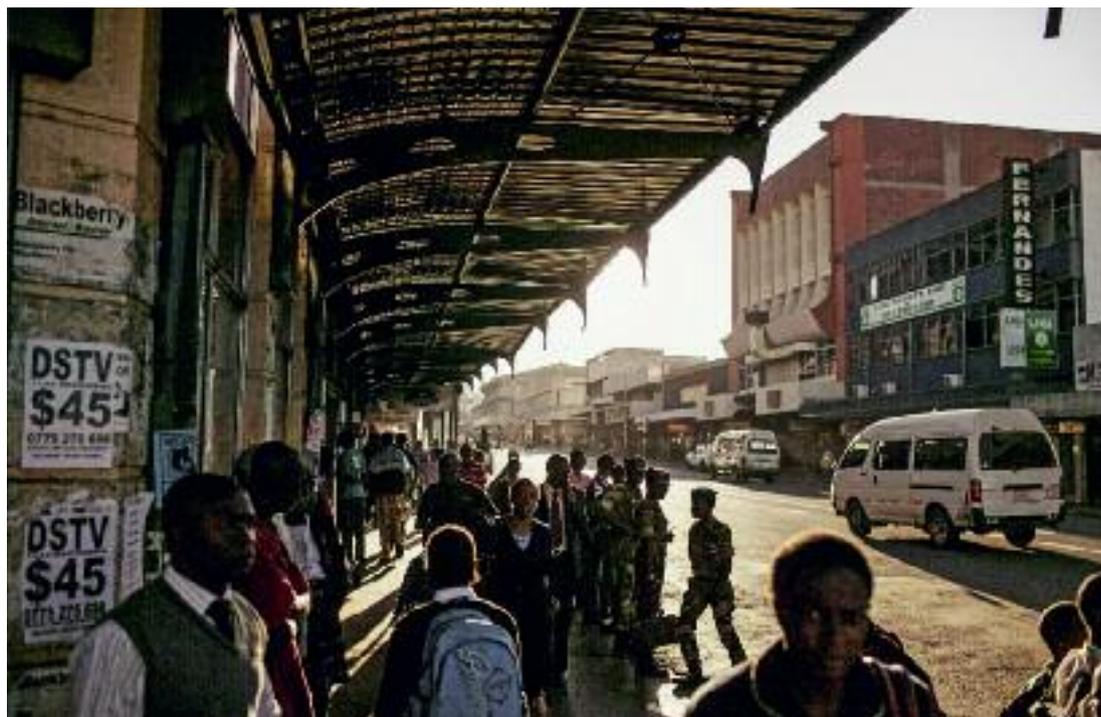
Source : HCR

Ici, rien n'est comme ailleurs

Après 37 ans d'indépendance, le Zimbabwe est à peine reconnaissable. Cet État agraire, autrefois prospère, disposait de la population la mieux éduquée d'Afrique. Corruption, chômage, misère et inégalités rongent aujourd'hui ce pays enclavé au sud du continent africain. De Johannes Dieterich, à Harare.

La fin d'un régime autoritaire de plusieurs décennies?

Depuis son indépendance il y a 37 ans, le Zimbabwe a été dirigé sans interruption par Robert Mugabe. Malgré son grand âge (93 ans), ce dernier a été désigné comme candidat aux élections présidentielles de 2018 par son parti l'« Union nationale africaine du Zimbabwe - Front patriotique (Zanu/PF) ». Mais en coulisses, la lutte pour sa succession a gagné en intensité. Dans la nuit du 15 novembre, l'armée est finalement intervenue, assignant le président Mugabe à résidence. Pour justifier son action, elle a indiqué viser des « criminels » dans l'entourage de Mugabe. Des observateurs pensent que l'armée voulait empêcher l'épouse du président, Grace Mugabe, d'accéder à la tête de l'État. Des représentants de l'armée ont affirmé qu'il ne s'agissait pas d'un coup d'État, mais d'une prise de pouvoir provisoire. La communauté internationale a multiplié les appels pour que l'ordre constitutionnel soit rétabli rapidement et sans violences. Au moment de l'impression du dernier numéro du magazine « Un seul monde », l'évolution de la situation au Zimbabwe était encore incertaine.



Malgré une pénurie de liquidités, le centre de la capitale zimbabwéenne, Harare, est très animé.

« Au Zimbabwe, vous ne pouvez jamais compter sur rien », raconte Ntando Moyo. « Vous roulez sur une route bien goudronnée et, soudain, un nid-de-poule s'ouvre devant vous, aussi grand qu'une baignoire. Vous vous arrêtez pour faire le plein et l'employé qui vous sert est professeur de mathématiques. Ou alors vous vous rendez dans la zone industrielle de Bulawayo, deuxième ville du pays, et découvrez que les anciennes usines d'acier et de textiles sont devenues des églises. » « Ici, rien n'est comme ailleurs », poursuit notre interlocuteur. « Ne soyez pas surpris si, un soir, un policier élégant, qui danse dans un bar, vous tend un joint. »

Un pays ruiné

J'ai rencontré Ntando il y a cinq ans, à Johannesburg. L'étudiant en ingénierie qu'il était alors volait des roches aurifères dans des mines abandonnées. Aujourd'hui, le jeune trentenaire travaille dans un hôpital de Bulawayo, où il s'occupe de jeunes séropositifs. Son histoire est à peine moins tourmentée que celle de son pays.

Le Zimbabwe était autrefois un État agraire florissant, du moins pour ses propriétaires fonciers blancs. Aujourd'hui, après 37 ans d'indépendance, il n'est plus qu'un pays ruiné, pratiquement en faillite. Dès quatre heures, chaque matin, de longues queues se forment devant les banques de Bulawayo. Elles ne désemplassent pas au fil de la journée. Des clients tentent désespérément de prélever au moins quelques dollars sur leur compte. Cela fait déjà huit ans que le Zimbabwe ne possède plus de devise nationale. Après un taux de change démentiel – un dollar américain contre 35 millions de milliards de dollars zimbabwéens –, le gouvernement a abandonné sa monnaie. Depuis, le pays utilise la livre, l'euro, le rand, le yuan ou encore le dollar américain.

À 30 ans, Ntando vit avec sa fille de dix ans chez ses parents. Son salaire mensuel de 200 dollars américains ne lui en laisse guère le choix. La petite maison, dans le quartier de « Pumula South » à Bulawayo, est équipée du wifi et de la télévision. Elle compte une salle de bains et quatre pièces où co-

habitent six personnes, dont trois enfants qui dorment à même le sol. Les parents de Ntando constituent une exception au Zimbabwe: ils sont toujours ensemble et perçoivent tous deux un revenu mensuel régulier. Lui est professeur à l'école pédagogique et elle infirmière à l'hôpital Mpilo. Tous les membres de la famille – le père et la mère, leurs deux filles mariées ainsi que Ntando – vivent encore au Zimbabwe: une situation rare dans ce

chuté, d'innombrables entreprises ont fermé et l'inflation a connu un pic historique, avec un taux de 80 milliards % (!). Les Zimbabweens continuent de se rendre aux urnes tous les cinq ans, mais les hommes de main de Robert Mugabe veillent à ce que l'élection présidentielle se solde par une victoire de l'autocrate.

Ntando a entamé des études d'ingénieur à l'école polytechnique de Bulawayo pour devenir spécia-



Journée de lessive à Epworth, dans la banlieue de Harare. La pauvreté y est omniprésente.

pays en déliquescence, qui a vu un quart de sa population émigrer au cours des quinze dernières années.

Expropriés et chassés

Comme ses deux sœurs, Ntando a étudié au lycée. Durant les premières années encore prospères de son «règne», Robert Mugabe pouvait se vanter d'être le président du pays le plus instruit d'Afrique. Brillant élève, Ntando a survolé les épreuves du baccalauréat. C'était juste avant la dramatique dégringolade du pays.

La fin des années 1980 a vu émerger le Mouvement pour le changement démocratique (MDC), en opposition au régime toujours plus corrompu du mouvement de libération nationale, le Zanu-PF. Le MDC, soutenu par les fermiers blancs, a tenté de défaire le président par les urnes. Robert Mugabe a alors lâché ses «vétérans de guerre» sur les propriétaires terriens. Ceux-ci ont été expropriés et poussés à quitter le pays. L'économie du pays s'est effondrée. Le produit intérieur brut a

liste en réseaux informatiques. Alors que la crise économique sévit, ses parents se retrouvent à court d'argent. Il doit arrêter ses études. Comme plus de deux millions de Zimbabweens, il gagne l'Afrique du Sud voisine pour y trouver un emploi. Le jeune homme installe la fibre optique dans des mines aurifères, jusqu'à ce que sa société fasse faillite. Malgré d'intenses recherches, il ne décroche pas de travail. Il décide de se joindre à un groupe d'anciens mineurs qui exploitent illégalement les mines d'or abandonnées des environs de Johannesburg pour y extraire les derniers restes du métal précieux.

Risquer sa vie pour survivre

Au début, les compères, qui se faufilent au péril de leur vie dans des galeries menaçant de s'effondrer, réalisent de bonnes affaires. Ntando envoie régulièrement de l'argent à ses proches sans leur avouer sa provenance. Sa famille sait combien le travail des «Zama Zama» (mineurs d'or artisanaux) est dangereux. Si Ntando a réchappé aux nombreux accidents pouvant frapper les mineurs clandestins, il

Le Zimbabwe en bref

Nom

République du Zimbabwe

Capitale

Harare

Superficie

390 580 km²

Population

15,6 millions d'habitants.

Composition ethnique

70% de Shonas, 20% de Ndébélés, autre groupes ethniques africains, petite minorité européenne

Langues nationales

Anglais, shona, ndébélé, ainsi que treize langues de minorités ethniques

Religions

90 à 95% de Chrétiens. Divers cultes africains traditionnels, petite minorité musulmane

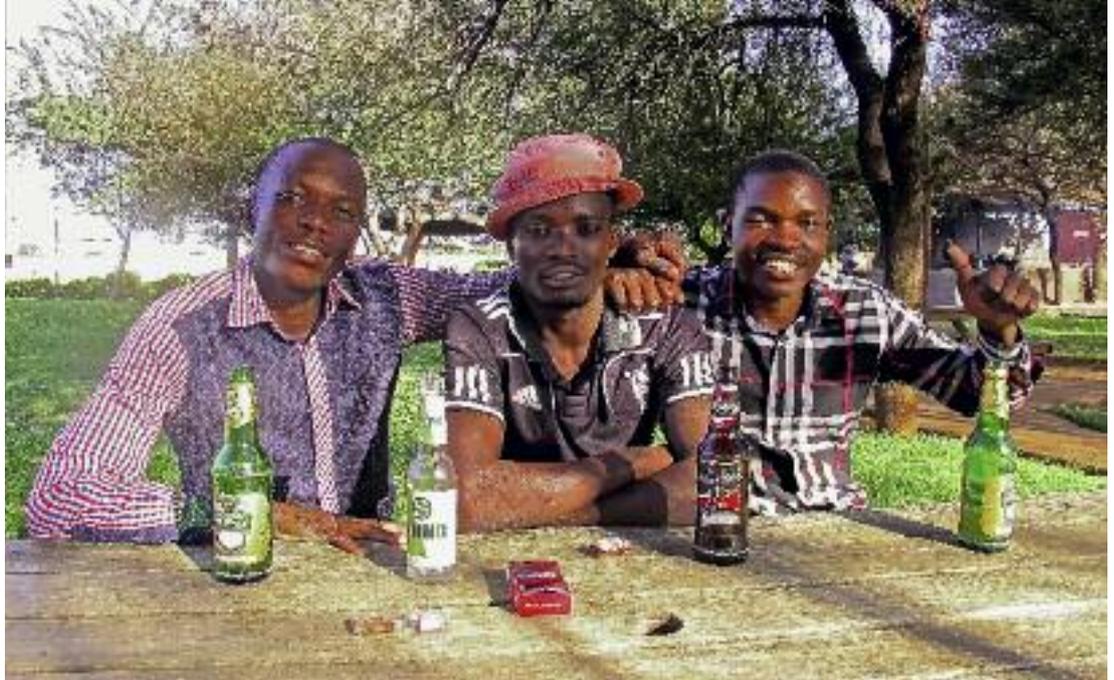
Moyenne d'âge

20,6 ans

Espérance de vie

59,2 ans





Johannes Dieterich

Ntando Moyo (au centre) avec deux de ses amis: « Il faut être complètement ivre pour supporter la vie ici. »

a été victime de l'autre malédiction des «Zama Zama»: les pilleurs. Ces derniers ont, un jour, bloqué la sortie de la mine pour s'accaparer du butin des mineurs qui remontaient à la surface. Ntando a été retenu prisonnier trois jours durant dans les galeries. Le garçon, qui n'avait à l'époque que 25 ans, n'a rien pu faire lorsque les malfaiteurs ont précipité l'un de ses camarades, qui se montrait rebelle, au fond d'un puits de plusieurs centaines de mètres.

Après cet événement traumatisant, Ntando rentre dans sa ville natale, où sa vie prend un nouveau tournant inattendu: il devient conseiller en matière de VIH/sida, un emploi financé de l'étranger. Sa mission: convaincre les jeunes de reprendre leur traitement, après avoir abandonné leur cocktail de médicaments salvateurs. Il réconforte également les personnes récemment diagnostiquées séropositives. Au départ, ce nouveau travail lui était quasiment insupportable. Aujourd'hui, il rêve d'étudier la psychologie.

Le Zimbabwe escompte, lui aussi, une telle issue positive. En vain. L'opposition tente, depuis des années, de défier l'inamovible Robert Mugabe et le Zanu-PF. Les querelles récentes pour succéder au vieil homme l'ébranlent quelque peu.

Situation prérévolutionnaire

Le pays connaît actuellement un état de flottement prérévolutionnaire: la population regarde avec inquiétude les fissures croissantes qui émaillent la forteresse, alors que de nombreux aspirants au pouvoir tentent de s'assurer la plus grande part des vestiges.

Ntando a songé à s'affilier au MDC comme activiste politique, mais s'est vite rendu compte que le parti d'opposition ne pourrait pas l'aider non plus. « Dans notre situation, la question n'est pas tant de savoir quel parti défend le meilleur programme, mais lequel te procurera un emploi, de quoi manger et quelques billets de banque », souffle

le jeune homme désabusé.

Ntando possède ainsi dans son armoire un T-shirt aux couleurs du Zanu-PF et un autre à celles du MDC. Selon les occasions, il porte celui qui servira le mieux ses intérêts. C'est bien ce conformisme obligé qui vaut à Mugabe sa longue survie à la tête du pays, car c'est le parti gouvernemental, mieux doté, qui maîtrise parfaitement le jeu des petites faveurs.

Pour résister: l'alcool

Ses 200 dollars mensuels ne lui permettant pas vraiment de survivre, Ntando se mue, le week-end, en contrôleur de minibus, en mécanicien automobile ou encore en maçon. Ce sont, toutefois, les soirées dans les bars, autour d'une table de billard, ou dans les discos avec ses amis qui le rendent pleinement vivant. Parmi ces derniers, on trouve des experts comptables diplômés devenus policiers ou des ingénieurs électroniciens qui gagnent leur vie comme concierges.

Selon sa mère, Ntando boit trop. Le trentenaire n'est pas le seul: « Neuf Zimbabwéens sur dix ont un problème d'alcool », se justifie-t-il. « Impossible de tenir autrement », poursuit l'amateur de bière forte. « Il faut être complètement ivre pour supporter la vie ici. » ■

(De l'allemand)

Johannes Dieterich est correspondant en Afrique pour la « Frankfurter Rundschau », « Geo », « brand eins » et « Profil ».

Le pays des maisons de pierre

En shona, Zimbabwe signifie « maisons de pierre ». Au 11^e siècle déjà, les habitants de l'ancien royaume vivaient dans des bâtiments en pierre, dont on peut encore admirer les vestiges dans le « Grand Zimbabwe », un ensemble de ruines à proximité de Masvingo. Lors de son accession officielle à l'indépendance, le 18 avril 1980, l'ancienne Rhodésie du Sud a été rebaptisée « République du Zimbabwe ». Quinze ans auparavant, le gouvernement minoritaire blanc dirigé par Ian Smith avait déjà proclamé l'indépendance de l'ancienne colonie britannique, mais l'ONU ne l'avait pas reconnue. Des tensions récurrentes apparaissent entre les Shonas, majoritaires, et le peuple des Ndébélés, issu des Zoulous sud-africains.

Sur le terrain avec...

Juliane Ineichen, responsable du programme régional de la DDC en Afrique australe à Harare, au Zimbabwe

Harare est une ville verte. De grands arbres bordent les nombreuses allées. On sent la présence, toute proche, de la nature. Sur mon trajet entre mon domicile et l'ambassade, où je travaille, je peux apercevoir des zèbres paissant dans un petit parc. Il vaut mieux, du reste, se concentrer sur la route, semée de nids-de-poule et d'obstacles. Le trafic est lent, mais imprévisible. Quasi aucun vélo ne circule.

État agraire jadis prospère et exportateur majeur, le Zimbabwe connaît de graves difficultés depuis des années. Les gens n'aiment pas parler du régime du président Robert Mugabe. Pourtant, le pays possède une presse relativement critique, qui n'hésite pas à prendre position ouvertement. Au Zimbabwe, même l'impossible s'avère parfois possible. En 2008, le pays a subi une hyperinflation dramatique. Chaque jour, il fallait ajouter plusieurs zéros aux prix affichés. En novembre 2008, le taux d'inflation a atteint un niveau record (80 milliards %). Après cet épisode, le pays a adopté, en 2009, le dollar américain comme monnaie nationale. Le



DDC

VIH/sida et que le mariage des enfants soit définitivement interdit.

Le Zimbabwe importe aujourd'hui une grande partie de ses semences, en particulier celles de maïs. Ces variétés importées ne sont, pourtant, pas les mieux adaptées aux effets du changement climatique. Nous encourageons la culture de semences anciennes de maïs, plus résistantes, ainsi que d'autres variétés oubliées de céréales et de légumineuses. L'objectif est de générer de nouvelles sources de revenus pour les paysans et de renforcer la sécurité alimentaire.

C'est en 2016 que le programme régional a remplacé l'Aide humanitaire de la DDC, présente au Zimbabwe dès 2009. Des perspectives de développement à plus long terme constituent aujourd'hui la priorité. Mais la crise perdure ou, du moins, n'est jamais loin. Les médecins et les enseignants ne sont pas payés – ou avec énormément de retard. Beaucoup ont quitté le pays. Nous soutenons ainsi la «Newlands Clinic», fondée par le professeur suisse Ruedi Lüthy. Ce spécialiste du sida a lui-même formé les infirmières qui dirigent l'institution. Les résultats sont remarquables.

La situation au Zimbabwe est grave, mais tout n'est pas perdu. Dans mes échanges avec les jeunes, je sens leur ouverture aux idées nouvelles et aux modèles non conventionnels. Un bon quart des Zimbabweens vivent en ce moment à l'étranger. Si la situation politique devait changer un jour, le Zimbabwe pourrait compter sur un riche potentiel et une grande créativité. ■

(Propos recueillis par Jens Lundsgaard-Hansen ; de l'allemand)

« Dans notre seul groupe-cible, 270 000 personnes par an contractent le virus. »

volume de dollars en circulation demeure, toutefois, insuffisant. Il en va de même pour les «billets d'obligation», émis en 2016 comme monnaie de remplacement. L'argent liquide est quasi inexistant. L'économie aurait dû s'effondrer depuis longtemps. Pourtant, elle tourne. Mal. Mais elle tourne.

Basée à Harare, je dirige le programme régional mené par la DDC dans quinze pays d'Afrique australe. Je vais régulièrement à la rencontre de nos partenaires au sein des gouvernements ou des ONG et accompagne la mise en œuvre de nos projets locaux. Environ 40% des personnes séropositives dans le monde vivent en Afrique australe. Dans notre seul groupe-cible, quelque 270 000 personnes par an contractent le virus. C'est pourquoi nous collaborons avec la Communauté de développement d'Afrique australe pour que toutes les écoles sensibilisent leurs élèves à la problématique du

Quinze pays, un programme

Le programme régional de la DDC en Afrique australe couvre les quinze États de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui regroupe une population d'environ 300 millions de personnes. Se concentrant sur cinq pays – Lesotho, Malawi, Zambie, Zimbabwe et Swaziland –, il compte trois axes prioritaires : prévention du sida, sécurité alimentaire et renforcement de la gouvernance. Les projets réussis au niveau local sont, ensuite, réalisés à l'échelle nationale et régionale. Les échanges entre les pays membres de la SADC jouent un rôle essentiel à cet égard.

Où vas-tu, mon Zimbabwe ?

Je suis assis dans ma « maison de la faim » à Epworth, l'une des banlieues densément peuplées qui s'étend autour de la capitale Harare. Une voix résonne en moi, forte et claire, comme un rappel constant : « *Il y a le lancement d'un livre ce soir à l'Alliance française, au centre-ville. Ne le rate pas comme le dernier, Monsieur le rat de bibliothèque* », répète la voix.

Je scrute l'horloge au mur. Il me reste quelques heures avant l'événement. Je regarde mes vêtements décolorés et mes chaussures. La semelle gauche est abîmée, en raison de mes innombrables déplacements infructueux. Comme en attente d'un miracle, je glisse ma main dans ma poche, mais celle-ci est vide. Tandis que les fils et les filles de nos dirigeants corrompus s'affairent à virer des dollars à leurs proches via les applications mobiles à la mode, mon portemonnaie résonne d'un vide funeste. Le système de transfert mobile, ou monnaie plastique, a supplanté les banques, désormais exsangues. Je ne pourrai plus emprunter. C'est fini. Je vais devenir un reclus.

Qui suis-je ? Je suis le *pays*. Je sers mon peuple à travers ce que j'aime et connais le mieux : *la littérature*. Un écrivain se doit d'écrire dans son propre monde, libre de toute entrave, mais ce pays a fait de moi un imbécile. Tout pays qui ne cesse d'emprunter creuse sa propre tombe dans l'indignité.

L'autre jour, je marchais dans le centre-ville en slalomant entre les marchandises étalées sur le trottoir par les commerçants. Les industries qui fournissaient des emplois au Zimbabwe ont disparu. De nombreuses personnes se muent en vendeurs de rue, illégaux. Les mères portant leur bébé dans le dos et les adolescents, tous s'évertuent à attirer le chaland. Je poursuis ma route, fatigué d'entendre toujours le même refrain, en me demandant qui peut être

assez fou et cruel pour vouloir ainsi arrêter net les rêves de son peuple. Ce sont là les forces vives de notre économie que l'on entasse à l'arrière des camions municipaux comme des rats, juste bons à être empoisonnés et jetés en chemin !

Avant que je n'atteigne l'arrêt du minibus devant me ramener chez moi, une confusion soudaine attire mon attention. De l'autre côté de la rue, des hommes et des femmes épuisés font la queue devant une banque pour retirer de l'argent. La pénurie de liquidités nous a durement frappés. Tous les regards se tournent vers ce qui est devenu un drame quotidien. Cette fois encore, je poursuis mon chemin, faisant mine de ne rien voir.



Beaven Tapureta est un poète, romancier et journaliste zimbabwéen. Il tient une chronique littéraire hebdomadaire, intitulée *Bookshelf*, dans *The Herald*, l'un des quotidiens nationaux. Il est le fondateur et directeur du Writers International Network Zimbabwe, une association d'écrivains qui encourage les jeunes talents.

Mes pensées me portent vers le livre que j'ai laissé chez moi. Je dois finir de le lire pour en rédiger une critique. Je continue à marcher, me réjouissant de retrouver mon cocon de livres, dans ma « maison de la faim » qui m'attend les bras ouverts. Je suis le patriote dont l'amour pour son pays ne compte plus, puisque l'on estime désormais les gens à ce qu'ils ont dans la poche et non dans le cœur. Je suis un être miniature que personne ne pleurerait s'il mourait aujourd'hui. Dans cette ville, les pères teignent en noir leurs chevelures blanches, se rasent et revêtent d'élégants complets pour s'exprimer devant des jeunes qui ont vu leurs cheveux virer

au gris en raison de la pauvreté : ils leur promettent des emplois inexistantes. Les pères sont devenus les jeunes et nous sommes devenus les vieux à qui l'on ne sert que des théories censées déguiser le mensonge qui a mis à genoux mon pays.

Le minibus est bondé. Quelques jeunes drogués s'accrochent à l'arrière, alors qu'il sort du centre-ville. Du fait des nombreux postes de contrôle, le chauffeur évite la route principale et emprunte les rues traversant la banlieue. Pas un jour ne passe sans qu'il ne propose un pot-de-vin aux policiers qui l'arrêtent, sous peine de saisie du véhicule. À bord, un silence de mort. Ni musique ni mélodie !

Peu après, Epworth me tend les bras. J'arrive chez moi. Mon seul réconfort est ma bibliothèque. Dans ma tête, une question tourne, en silence : où allons-nous, mon Zimbabwe ? ■

(De l'anglais)



L'école, une priorité pour lutter contre la marginalisation

Trop longtemps oubliés, les éleveurs nomades d'Afrique occidentale ont désormais la possibilité de suivre des cours d'alphabétisation et de formation professionnelle grâce à un programme transfrontalier soutenu par la DDC. Leur intégration sociale, politique et économique s'en trouve ainsi améliorée.



Des programmes de formation et des cours d'alphabétisation favorisent l'intégration sociale des familles nomades.

(lb) Le regard concentré, Hassane et Pétél tracent une série de lettres «q» sur une ardoise empruntée d'un centre de formation de Sagbiègou, au Togo. «Depuis que je sais lire, je fais beaucoup plus attention à la date de péremption des médicaments que j'achète au marché pour mes vaches», affirme Hassane, 23 ans. «Je suis parvenue toute seule à trouver l'acte de naissance de mon fils parmi des milliers de documents», raconte Pétél.

Tous deux suivent un cours d'alphabétisation dispensé dans le cadre du Programme régional d'éducation et de formation des populations pastorales en zones transfrontalières (PREPP), soutenu par la DDC. Ils sont près de 8200 éleveurs nomades, dont 40% de femmes, à avoir appris à lire, à écrire et à compter dans les 125 centres de formation répartis dans les cinq zones transfrontalières de la région : Bénin – Burkina Faso – Togo, Burkina Faso – Mali, Bénin – Niger, Mali – Mauritanie et Niger – Tchad. Environ 1700 ont suivi des cours professionnels dans le but d'améliorer leurs connaissances en matière d'élevage ou d'étudier les textes législatifs régissant la transhumance.

Jusqu'à présent, l'accès à l'éducation de base était quasiment verrouillé pour les pasteurs nomades d'Afrique de l'Ouest. Outre l'écueil de la mobilité, les programmes scolaires ne prenaient pas suffisamment en compte les valeurs et les besoins de

cette population. Il n'est donc pas surprenant que son taux d'alphabétisation soit très bas (entre 5 et 10%). «La Suisse soutient la création d'offres éducatives pour les communautés pastorales dans le but de réduire leur marginalisation sociale, politique et économique», explique Mary-Luce Fiaux, conseillère régionale en matière d'éducation et de formation à Cotonou, au Bénin.

Changement climatique

En dépit de son importance socioculturelle et économique dans la région – il génère en moyenne 20% du produit intérieur brut –, le pastoralisme rencontre de graves difficultés. En cause : le changement climatique, le terrorisme, le banditisme ou encore la diminution des pâturages et des corridors pour la transhumance.

«Grâce à des comités transfrontaliers, il a été possible de renforcer la cohésion sociale entre les éleveurs et d'améliorer la coexistence avec les autorités locales», indique Jean-Mathieu Bloch, responsable du programme à la DDC. Avec le temps, les centres d'éducation et de formation se sont mués en lieux de rencontre indispensables entre les éleveurs nomades et la population locale. Dans de nombreux cas, cela a permis de résoudre, à un stade précoce, les conflits entre les deux communautés. ■

Une région mise à genoux par la sécheresse

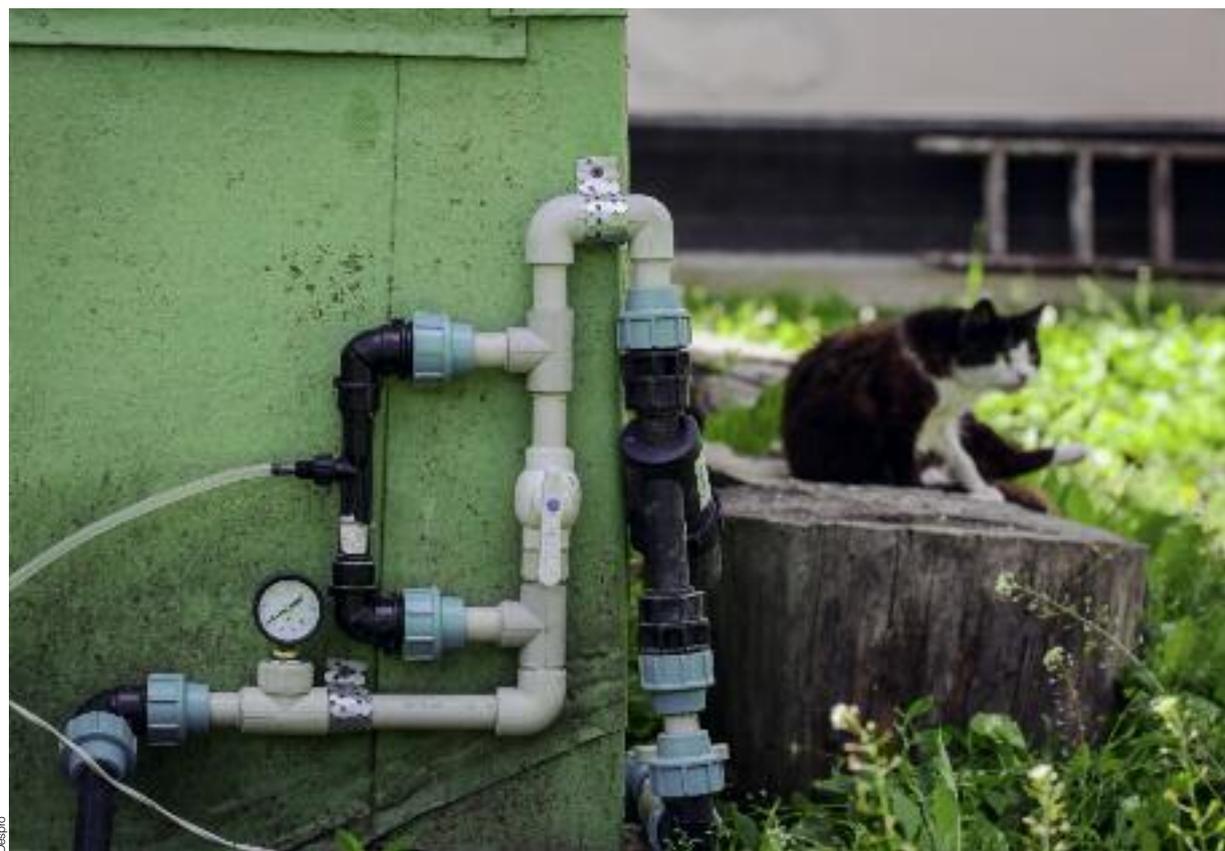
La pauvreté est traditionnellement associée au Sahel, cette région qui forme la ceinture méridionale du Sahara. Parmi les sept États d'Afrique occidentale situés dans cette zone climatique, le Mali, le Niger, le Burkina Faso, le Bénin et le Tchad sont des pays prioritaires de la DDC. Au cours des 40 dernières années, les sécheresses récurrentes ont périodiquement mis la population à genoux et exacerbé le phénomène socio-économique de la pauvreté multidimensionnelle. Le Sahel est exposé à une aridité croissante, portant atteinte à l'autosuffisance alimentaire de pays qui dépendent dans une large mesure de la production de sorgo et de millet. Outre le climat, d'autres facteurs ont bouleversé les interactions complexes des mécanismes – naturels, climatiques, sociaux, historiques et économiques – sur lesquels reposait l'équilibre alimentaire déjà fragile.

Quand l'eau fait revivre un village

Il y a quelques années encore, dans un pays centralisé comme l'Ukraine, les communes ne disposaient que de maigres compétences et les services fonctionnaient à peine. Le gouvernement, avec le soutien de la Suisse, s'est engagé dans un processus de décentralisation. Depuis, la vie a changé dans les villages.

Des services convaincants

Le projet Despro (Swiss-Ukrainian Decentralization Support Project) offre un soutien technique ainsi que des investissements directs dans le domaine des infrastructures locales, telles que l'approvisionnement en eau ou le traitement des eaux usées et des déchets. Les communes apprennent à mobiliser leurs propres ressources et à résoudre les problèmes par elles-mêmes. En moyenne, leur apport correspond pratiquement aux deux tiers des fonds nécessaires. À ce jour, le programme a sensiblement amélioré la qualité de vie de quelque 100 000 personnes. Lors de sondages, plus de 80% des personnes interrogées se sont déclarées convaincues par la qualité des nouveaux services. Les enseignements tirés de ce projet ont été mis à profit dans le cadre de l'effort de décentralisation du pays et de la communication sur ce sujet. www.dcentralization.gov.ua



Depuis que le village ukrainien de Synktiv dispose d'un approvisionnement en eau fiable, la confiance de la population en l'avenir et envers les autorités s'est accrue.

(jlh) À l'image de nombreuses localités ukrainiennes, Snitkiv pourrait être aujourd'hui une petite bourgade déprimante : des routes et des infrastructures publiques déplorables, une eau de piètre qualité, pas d'emplois, peu de perspectives d'avenir pour les jeunes et un manque de confiance envers le gouvernement. La commune a, pourtant, connu un sort différent. Viktor Olševskij, maire de ce village de 650 âmes menacé par le déclin, a cherché à y apporter dynamisme et développement. Son idée : un approvisionnement en eau autonome et fiable.

C'est ici qu'intervient le projet Despro (Swiss-Ukrainian Decentralization Support Project) de la DDC. Ce dernier soutient les initiatives concrètes

de communes, visant à mettre en place des services au niveau local, tels que l'approvisionnement autonome en eau potable ou le traitement efficace des déchets. À Snitkiv, dès l'été 2015, un forage profond a permis d'accéder à des ressources hydriques. Plus de treize kilomètres de conduites ont été posés à ce jour. Depuis avril 2016, tous les ménages, l'école maternelle ainsi que le centre de soins disposent d'une eau de bonne qualité.

La Suisse a fourni près de la moitié des fonds nécessaires. La commune et certains de ses habitants ont apporté le reste. La participation au financement des infrastructures par les autorités locales fait partie des principes fondamentaux du projet. Les communes et les bureaux correspondants,

souvent fraîchement installés, doivent aussi assumer des responsabilités dans le cadre de la planification, de la construction, de la gestion et de l'entretien.

En Suisse, l'existence de compétences et de services au niveau communal a une longue tradition. Longtemps centralisée, l'Ukraine connaît une autre réalité. Indépendant depuis 1991, le pays a signé la Charte européenne de l'autonomie locale en 1997 déjà, mais la décentralisation est restée à la traîne. Elle constitue une réforme prioritaire de Kiev dès 2014.

Compétences reconnues

Au début du processus, le projet Despro intervenait surtout au niveau des infrastructures locales. Ces dernières années, l'action de la coopération suisse s'est élargie, explique Jean-Gabriel Duss, de la DDC: « Quel rôle la commune peut-elle jouer dans le secteur des services publics locaux? Comment peut-elle organiser et financer ses propres services? Ces questions plutôt stratégiques sont également cruciales aujourd'hui. » Ainsi, le savoir-faire suisse en matière de gouvernance locale est mis à profit. Dans sa présentation des avantages de la décentralisation, le gouvernement ukrainien tire aussi parti de l'expérience acquise au fil des années à travers les projets.

La DDC n'est pas la seule à s'engager en Ukraine. Différentes organisations multilatérales, à l'instar du Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que des donateurs bilatéraux, tels que les États-Unis, l'Union européenne ou le Canada, soutiennent l'effort de décentralisation avec d'importants moyens financiers. Là encore, la Suisse joue un rôle spécifique: le bureau de coopération helvétique à Kiev a été chargé par le gouvernement ukrainien de coordonner le travail et les projets des acteurs internationaux ainsi que la mise en œuvre de la réforme par ce même gouvernement. « La Suisse est connue et reconnue pour son expérience spécifique en matière de décentralisation et de gouvernance locale », résume Jean-Gabriel Duss.

Une agriculture enfin rentable

Entré dans sa dernière phase, qui durera jusqu'en 2020, le projet relève un nouveau défi: il est étendu à la région de Lougansk, à l'est, touchée par le conflit armé. De nombreux déplacés internes vivent sur les territoires de cette région rurale certes contrôlés par le gouvernement, mais encore instables. Le processus de décentralisation n'en est que plus délicat, comme le souligne Ilona Postemska, responsable nationale des programmes au sein du bureau de coopération suisse à Kiev:

« Les réformes nationales ne peuvent aboutir que si la population locale y est associée. La complexité et la fragilité du contexte politique et socio-économique doivent aussi être prises en compte. »

Un rêve devenu réalité

Dans le cadre des activités de la DDC, le travail d'éducation à la paix devient un élément-clé, relève Jean-Gabriel Duss. Selon lui, il est indispensable d'ancrer des compétences au niveau local et



Une plantation de baies a vu le jour. L'exploitation emploie jusqu'à 400 personnes.

de mettre en place des infrastructures viables pour renforcer la confiance en l'avenir et envers les autorités.

Revenons à Snitkiv. Dans ce village, les réformes ont changé la vie des habitants. Grâce au système d'irrigation, une plantation de baies a vu le jour. L'exploitation emploie jusqu'à 400 personnes. Les fruits frais et congelés sont vendus à travers le pays, mais aussi à l'étranger. Les maisons abandonnées reprennent vie, les prix de l'immobilier se redressent, le taux de natalité a triplé: les gens croient à nouveau en l'avenir. Une villageoise le confirme: « Grâce à l'amélioration de l'approvisionnement en eau, notre rêve d'une agriculture rentable est devenu réalité. » ■

(De l'allemand)

Engagement à grande échelle

La stratégie de coopération 2015-2018 avec l'Ukraine constitue la base du soutien apporté par la Suisse à cet État. Outre la Coopération avec l'Europe de l'Est et l'Aide humanitaire de la DDC, le Seco et la Division Sécurité humaine du DFAE y sont également actifs. Pour la période 2015-2018, le budget atteint presque 100 millions de francs. Les points forts de l'engagement helvétique sont la gouvernance, la promotion de la paix, la santé, l'énergie et le développement économique. Fragilisée par un conflit armé, l'Ukraine compte environ 1,5 million de déplacés internes. La situation humanitaire et économique de la population est critique, en particulier à l'est du pays.

DDC interne



Guillem Lopez/Arona/afaf

Assurer l'accès à l'eau potable: une priorité au Tadjikistan

(cek) Bien que le Tadjikistan dispose d'importantes ressources hydriques, une large part de sa population rurale ne bénéficie que d'un accès limité à l'eau potable. Les sources sont souvent polluées et contribuent à la propagation des maladies. Le projet « Eau potable et installations sanitaires au Tadjikistan » aborde le problème à différents niveaux. Sur le plan national, il promeut le dialogue politique pour un approvisionnement couvrant l'ensemble du territoire. À l'échelon régional et local, il encourage les communes à collaborer et les utilisateurs à s'investir dans le processus de planification, afin de garantir l'accès de tous à l'or bleu.

Durée : 2017-2021

Volume : 15,4 millions CHF

Vers une meilleure intégration des minorités en Albanie

(cek) Depuis la chute du régime communiste, l'Albanie a fortement progressé sur les plans politique, social et économique. Les minorités demeurent, néanmoins, préférentielles. Dans les services publics ou sociaux entre

autres, les personnes en situation de handicap et les autres groupes marginalisés ne reçoivent pas le soutien dont ils ont besoin. Dans le cadre du projet « Leave no one behind », la Suisse aide les communes à renforcer leurs capacités organisationnelles et personnelles de manière à assurer aux personnes vulnérables un meilleur accès aux services publics et sociaux. Pour que leurs besoins spécifiques soient mieux pris en compte, les populations marginalisées doivent être davantage intégrées dans les processus décisionnels, notamment lors de l'établissement des plans et des budgets communaux.

Durée : 2017-2021

Volume : 8 millions CHF

Examen et suivi de l'Agenda 2030

(ule) L'Agenda 2030, et ses 17 objectifs, encadre les efforts déployés au niveau international pour relever les grands défis du développement durable. Outre sa mise en œuvre, l'examen régulier des progrès accomplis se révèle crucial. La DDC soutient les institutions chargées de fournir les connaissances et les capacités nécessaires aux acteurs concernés, afin qu'ils puissent répondre de leur action. Elle

contribuera, par ailleurs, au premier rapport détaillé sur la réalisation des objectifs à l'échelle mondiale.

Durée du projet : 2017-2019

Volume : 3,5 millions CHF

Les entreprises appelées à coopérer

(ule) Le secteur privé doit davantage soutenir les pays en développement. Pour que cette contribution bénéficie aux plus défavorisés, la DDC appuie l'initiative « Business Call to Action » du Programme des Nations unies pour le développement. Ce texte invite les entreprises à intégrer les populations vulnérables dans leurs chaînes de valeur, que ce soit au sein de la clientèle, du personnel ou de la direction. Leurs engagements pris dans le cadre de ce projet sont publics et vérifiables. Jusqu'ici, plus de 170 sociétés, actives dans 65 pays, ont répondu à l'appel.

Durée du projet : 2017-2019

Volume : 750 000 CHF

Action globale contre les mines antipersonnel en Colombie

(ung) La DDC poursuit son soutien aux activités de l'ONG Handicap International en Colombie, dans les départements du Cauca et de Nariño, à l'ouest du pays. Le projet regroupe des actions menées jusqu'alors séparément, telles que la sensibilisation aux dangers des mines, le déminage humanitaire, ainsi que l'assistance et la réhabilitation physique et psychique des blessés. Il vise à renforcer les capacités des communautés locales dans ces domaines en les intégrant dans les activités, tout en contribuant aux efforts de

paix. Il a pour but également de consolider les compétences nationales en matière de déminage civil.

Durée du projet : 2017-2018

Volume : 650 000 CHF

L'eau au service de la paix

(bm) Le Liban connaît des difficultés croissantes dans le secteur hydrique. Augmentation importante de la population (accueil de plus d'un million de réfugiés syriens), urbanisation galopante et activités agricoles gourmandes en eau en sont les causes. La situation s'est encore aggravée en 2014, en raison d'une forte sécheresse. Pour l'améliorer, la DDC aide les autorités à mieux gérer les ressources. Les populations vulnérables vivant au nord du pays, où le taux de pauvreté et de sous-emploi est le plus élevé, bénéficient notamment du projet. Ce dernier met l'accent sur la récolte et le partage de données pour renforcer le système d'approvisionnement et d'assainissement à l'échelle nationale. Il encourage une utilisation durable et responsable. L'objectif est de favoriser une meilleure cohabitation entre les communautés locales et les réfugiés syriens, qui représentent un quart de la population libanaise.

Durée du projet : juillet 2017-juin 2020

Volume : 2,4 millions CHF

Les transferts monétaires questionnent l'aide humanitaire

Depuis quelques années, les sacs de riz ont fait place aux cartes électroniques sur les terrains de crise. L'assistance monétaire coïncide-t-elle avec un changement de paradigme ? Les pays donateurs sont-ils prêts à renoncer aux intérêts de leurs agriculteurs ? Tour d'horizon. De Zélie Schaller.



À Homs, ville syrienne ravagée par six ans de guerre civile, une femme paie ses marchandises au moyen d'un bon obtenu via le programme de transferts monétaires de la DDC.

Des cargaisons de riz, de maïs ou de blé: voici quelques années, les organisations humanitaires acheminaient des tonnes de céréales dans les pays en crise. Si elles ont sauvé des vies, ces opérations d'urgence ont aussi nui aux populations locales. Ces dernières ont vu leur dignité fondre sous le soleil, en attendant une maigre ration dans des files sans fin. Les agriculteurs ont été submergés par les produits importés et ne sont pas parvenus à vendre leurs récoltes.

Depuis une décennie, la livraison de biens se révèle de plus en plus décriée. Arrivée tardive de marchandises inadaptées, logistique considérable, empreinte écologique élevée: les critiques ne manquent pas. L'écoulement des excédents occidentaux, qui déstabilise les économies locales, fait également débat. La situation est-elle en passe de changer ?

L'aide humanitaire se veut plus efficace et adaptée aux contextes locaux. En ce sens, quinze États, dont la Suisse, ont ratifié la Convention relative à l'assistance alimentaire, entrée en vigueur en 2013. L'un des principes de cet accord est de fournir un

soutien « d'une manière qui protège les moyens de subsistance et renforce l'autonomie et la résilience des populations vulnérables et des collectivités locales (...) ». Ce texte, contrairement au précédent datant de 1999, ne porte pas seulement sur les livraisons de céréales. Il comprend aussi la distribution de bons d'achat alimentaire et un appui financier.

Des avantages multiples

Les programmes de transferts monétaires (PTM) se développent sous diverses formes: coupons papiers, cartes prépayées ou de retrait, paiement par téléphone mobile. La DDC les a inaugurés en 1998 déjà, dans les Balkans. À l'origine de ces outils, un postulat: ce sont les victimes qui connaissent le mieux leurs besoins. Les sinistrés reçoivent ainsi de l'argent pour acheter de la nourriture ou payer le chauffage en hiver par exemple. En 19 ans (jusqu'à fin 2016), la coopération suisse a réalisé 29 projets recourant à ce type d'aide, pour un montant de 66,6 millions de francs.

Deux conditions s'imposent pour mettre en œuvre

L'OMC réglemente l'aide alimentaire internationale

Le commerce des produits agricoles a longtemps été entravé par des subventions à l'exportation. Après des années de litige, les membres de l'OMC se sont engagés à supprimer ces soutiens financiers, responsables de distorsions sur le marché mondial. Cette décision historique a été prise à la dixième Conférence ministérielle de l'institution à Nairobi, au Kenya, en décembre 2015. Elle concerne l'aide alimentaire internationale, qui ne doit pas affecter négativement la production nationale. Cette prescription est importante pour les agriculteurs des pays défavorisés qui n'ont pas les moyens de rivaliser avec les États occidentaux. Ces derniers faisaient gonfler leurs exportations au moyen de subsides, provoquant notamment une baisse des prix des produits à l'échelle mondiale. Avec, pour conséquence, une diminution des parts de marché et des recettes pour les autres exportateurs. Tous doivent, désormais, bénéficier de conditions de jeu égales.



Gianluca Casarelli/Alfi



Photo de gauche: du riz égyptien pour la population dans le besoin. Le Programme alimentaire mondial de l'ONU ainsi que d'autres organisations humanitaires achètent désormais les denrées alimentaires qu'ils distribuent sur les marchés locaux. Photo au centre: un bon alimentaire dans le camp de réfugiés de Zaatar, en Jordanie.

Transmettre le savoir

Le Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) collabore avec le partenariat global Cash Learning Partnership pour promouvoir les programmes de transferts monétaires (PTM) dans les situations d'urgence. Ensemble, ils diffusent les connaissances liées à cette forme d'aide auprès des acteurs humanitaires sur le terrain. Ils mettent au point des outils de formation et explorent les modes d'utilisation en rapport avec les nouvelles technologies notamment. Le CSA compte plus de 130 experts formés en la matière, qui soutiennent les organes onusiens, ainsi que les ONG suisses et internationales dans leur mise en œuvre des PTM.

un PTM: un marché qui fonctionne et des systèmes de paiement fiables. Les avantages sont nombreux. L'assistance s'avère plus rapide et les coûts de la logistique diminuent. Les familles choisissent leurs aliments selon leurs habitudes culinaires et achètent le matériel dont elles ont précisément besoin, évitant le gaspillage. Agriculteurs et commerçants locaux poursuivent leurs activités, favorisant le relèvement de la région. « Les projets monétaires permettent d'injecter des ressources plus grandes dans le marché local et donc d'avoir un effet multiplicateur sur l'économie du pays », souligne Dominique Magada, chargée de communication au Programme alimentaire mondial (PAM). Et de citer une enquête menée au Rwanda en 2016, qui démontre qu'« un dollar transféré aux réfugiés se traduit par un impact d'environ deux dollars sur l'économie locale ».

Les PTM représentaient un quart du portefeuille de l'agence onusienne l'an passé, avec 880 millions de dollars versés dans 60 pays contre 60 millions dans 19 États en 2010. Dans le même temps, le nombre de bénéficiaires a bondi de 3 à 14 millions. Cette progression reflète une réorientation stratégique: l'assistance alimentaire s'est substituée à l'aide alimentaire. Il y a quelques années encore, les gens avaient faim; on leur distribuait des vivres. Aujourd'hui, une compréhension plus large des besoins nutritionnels sur le long terme et des moyens pour y répondre (denrées et PTM) est né-

cessaire. Surtout, les bénéficiaires sont considérés comme des acteurs: on leur donne la parole et, dans la mesure du possible, le choix de leur alimentation.

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés dispose aussi d'une large expérience dans les transferts monétaires. Pour la première fois l'an passé, ses programmes en la matière ont dépassé l'aide en nature. De 2015 à 2016, ils ont plus que doublé, grimant de 325 millions à 688 millions de dollars. Selon l'organe onusien, ces activités promeuvent la coexistence avec les communautés hôtes. Autre point: les abus ne sont pas plus grands avec ces mécanismes qu'avec la livraison de denrées, d'après le Comité international de la Croix-Rouge.

Faible utilisation

Sur la scène internationale, les PTM alimentent les discussions. Au Sommet humanitaire mondial à Istanbul en 2016, ils se sont vu confier « un rôle de premier plan », note le partenariat global Cash Learning Partnership. Pourtant, même si leur pertinence n'est plus à démontrer, ils ne représentent que 7% de l'aide internationale. Cette part pourrait croître jusqu'à 50%, selon une étude du PAM. Pourquoi est-elle si faible actuellement? Alice Golay, chargée des PTM à la DDC, met en avant plusieurs obstacles: les compétences à parfaire, les difficultés de coordination et les mentalités. Ces



Maria Feckel
DDC



Photo de droite: au Sri Lanka, de nombreuses familles ont reconstruit leur maison après la guerre civile, grâce à un soutien financier de la Suisse.

dernières «doivent changer: les programmes *cash* se concentrent davantage sur l'impact à moyen terme que sur les résultats à court terme. Ils demandent aux humanitaires d'être moins paternalistes et de laisser les bénéficiaires définir leurs priorités.» Autre écueil: la pression des lobbies agricoles occidentaux. En juin dernier devant le Parlement helvétique, le ministre des Affaires étrangères d'alors, Didier Burkhalter, a dû batailler ferme sur une motion demandant la poursuite de l'aide alimentaire fournie par la Suisse en produits laitiers. Le texte a finalement été rejeté après moult débats.

Finis l'achat au prix fort de lait en poudre auprès des transformateurs pour le distribuer dans les pays en développement. Dès 2018, les 20 millions de francs annuels consacrés à cet effet – enveloppe qui a atteint 40 millions par le passé – seront attribués au PAM. Celui-ci devra tenir compte de l'offre suisse s'il recourt à du lait en poudre, mais les prix à l'exportation seront pratiqués. Le nombre de bénéficiaires s'en trouvera ainsi accru.

Jusqu'ici, la DDC acquérait, tous les ans, quelque 3000 tonnes de produits laitiers, soit 0,8% de la production annuelle totale du pays et 4% de la production de lait en poudre. L'OMC et l'OCDE jugeant cette forme d'aide en nature comme une subvention déguisée aux exportations, la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires de Zollikofen (BE) a évalué son bien-fondé en 2015. Conclusion: «Il existe actuellement

des moyens plus efficaces que les produits laitiers suisses pour traiter la malnutrition», à l'instar d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi composés de pâte d'arachide. Désuet, le «programme lait», né en 1959, sera donc adapté pour mieux répondre aux exigences actuelles.

Produits indigènes

La DDC soutient, en priorité, l'achat de denrées sur place. De son côté, l'Union européenne fournit une assistance alimentaire en large partie sous forme financière. Forte de cette position, elle ne s'est pas privée, ces dernières années, de lancer des piques aux États-Unis, rappelant que l'aide en nature ne devait pas servir d'«alibi» pour soutenir les agriculteurs. USAID ne livre plus de surplus. «Le gouvernement américain achète des produits locaux. Il distribue des biens états-uniens en cas d'urgence, si les marchés sur place ne fonctionnent pas ou que leurs volumes sont insuffisants», précise Tom Babington, porte-parole de l'agence. Celle-ci figure parmi les donateurs qui favorisent le plus les PTM.

L'heure est-elle donc à la *digital food*? «Si les marchés et les contextes opérationnels le permettent, les programmes monétaires doivent être le mode d'aide privilégié et par défaut», dicit l'ancien secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon. ■

De l'argent pour soutenir les familles sri-lankaises

Après la guerre civile au Sri Lanka (1983-2009), la DDC a aidé les populations à reconstruire leurs villages. Elle a adopté une approche holistique qui fait appel aux transferts monétaires. Les familles ont reçu des conseils techniques et un soutien financier afin de rebâtir leur maison en ruine. De l'argent leur a également été versé pour leur permettre de démarrer une activité génératrice de revenus (maçonnerie, pêche, petits commerces). La coopération suisse a rémunéré, de plus, les gens prêts à réhabiliter les infrastructures communautaires (routes, écoles, systèmes d'irrigation). Elle a dispensé des conseils financiers à tous les bénéficiaires, qui ont perçu leur argent via la banque de leur village. Plus de 7500 foyers ont profité de ce projet qui a duré six ans (2009-2015).

Maroc : station terminus !

Géographiquement, le Maroc est à la pointe occidentale de l'Afrique. Historiquement, il a longtemps échangé avec le reste du continent, du sel contre de l'or, des esclaves contre de la protection, de la sainteté contre des concubines ou encore des manuscrits contre de l'allégeance. Ce fut ainsi dans les temps précoloniaux. Bien plus tard, après les indépendances, il y eut un désir commun d'affranchissement qui enclencha une ruée vers l'eldorado européen. Mais voilà que depuis une vingtaine d'années, au gré des illusions engendrées par la mondialisation et de la fermeture graduelle de la citadelle européenne, le Maroc cesse d'être une terre de passage. Il devient, pour les migrants subsahariens, une station terminus. Qu'est-ce que cela change pour le pays ?

Le paysage social des grandes villes s'en trouve bouleversé. Vu d'en haut, il se révèle plus métissé et plus hybride. En revanche, vu de plus près, à même le réel, l'on observe des effets de ghettoïsation, accompagnés de relents de racisme qui ressurgissent ci et là. Cette po-

pulation étrangère, largement hétérogène (étudiants, maçons informels, cadres, sportifs et personnes sans revenu), est quelquefois confrontée à des expressions de rejet et d'interdiction d'accès à des lieux publics, voire à des injures et à de la violence. Nombre de Marocains nient cette réalité, comme s'est employée à le dénoncer la campagne de sensibilisation lancée par des acteurs civiques en 2016, intitulée «Je ne m'appelle pas Azzi». Ce terme signifie nègre en arabe dialectal marocain. Des initiatives, certes marginales mais ayant un fort impact médiatique, surgissent également pour signifier un dynamisme sociétal. Le festival annuel Migrant'scène, par exemple, se veut un lieu d'échange et de réflexion autour des questions liées aux migrations. Il est organisé, depuis 2010 à Rabat, par le Groupe antiraciste de défense et d'accompagnement des étrangers et migrants (GADEM) et la compagnie d'art pluridisciplinaire DABATEATR.

Loin des villes, dans les zones frontalières, l'arrivée imprévue

de migrants bravant les barrières territoriales suscite aussi des tensions. Depuis la fameuse fu-sillade des sans-papiers escaladant les barbelés à Ceuta (enclave espagnole située sur la côte nord du Maroc) en 2005, le souci de limiter les flux sans provoquer de drame ostentatoire est permanent. Les forêts aux abords des villes de Nador dans le Rif, de Tanger sur le détroit de Gibraltar et d'Oujda à l'est du pays sont régulièrement peuplées de migrants qui végètent et se terrent, en attendant un probable départ vers l'autre rive.

Pris dans cet engrenage, le Maroc officiel a su, depuis quelques années, construire un discours qui lui tient lieu de paravent et de faire-valoir. Premier point mis en avant : en tant que gendarme du Sud, il s'estime faiblement rétribué par le Nord européen pour les efforts consentis. Deuxième point : il vend au Sud l'image d'un eldorado de substitution, avec une plate-forme aéroportuaire, des centres commerciaux, des zones franches industrielles et quelques institutions

universitaires d'accueil. Troisième point : il dévoile une fibre humanitaire et lance des opérations de régularisation des migrants, promouvant son image à l'international.

Dans la réalité quotidienne, il est évident que les populations étrangères dorénavant installées au Maroc sont essentiellement unies par la religion, qui retentit comme une bouée spirituelle contre le désespoir. Elles entrent en communion dans les quelques églises catholiques, clairsemées à travers le pays. Dans les mosquées, les immigrés musulmans créent des liens grâce au soufisme qui a des extensions historiques, à partir du Maroc, jusqu'au Mali et au Sénégal. Au passage, l'accès à l'école, à la santé et à l'emploi demeure le coin aveugle de cette politique, encore rudimentaire et, à certains égards, discriminatoire. ■



Driss Ksikes, né en 1968 à Casablanca, est écrivain et journaliste. Ancien rédacteur en chef du magazine *TelQuel* (2001-2006), il est actuellement professeur à l'Institut des hautes études de management, à Rabat. Il dirige le centre de recherche pluridisciplinaire de cet établissement et sa revue *Economia*. Driss Ksikes réalise des projets dans le domaine des médias et de la culture, en partenariat avec plusieurs laboratoires du Maghreb et de la Méditerranée. Il anime, en outre, des ateliers d'écriture et collabore avec plusieurs publications culturelles. Dramaturge, il est également auteur de quelques récits et essais.



Daniel Eter/af

Tournages en Afghanistan : une réalité complexe

La cinéaste afghane Shahrbanoo Sadat a reçu le « Art Cinema Award » pour *Wolf and Sheep* à Cannes, en 2016. Depuis, son premier long-métrage est passé sur les écrans d'une vingtaine de pays et a enregistré plus de 5000 entrées en Suisse. Il devrait être projeté prochainement à Kaboul. Comment les professionnels du cinéma afghan voient-ils leur travail dans leur pays ? De Walter Ruggie.



Trigon-film

Il y a quelques années, le réalisateur palestinien Elia Suleiman a lancé cette phrase qui fonctionne terriblement bien en anglais grâce au double sens du mot « shooting » : « Sometimes we couldn't shoot, because there were other people shooting. » Quand on interroge les professionnels du cinéma afghan à propos des conditions de production, la sécurité est rapidement évoquée : à Kaboul, les attentats font partie du quotidien. Le réalisateur de documentaires Jawed Taiman (*Addicted in Afghanistan*) décrit la situation ainsi : « Une différence fondamentale par rapport à d'autres pays demeure et c'est le premier

paramètre à prendre en compte lors de la planification d'un tournage : la sécurité. Quels sont les sites suffisamment sûrs ? Y a-t-il un risque d'attentat ? Sur place, les gens vont-ils nous accepter et les mollahs ne seront-ils pas contre nous ? » Une fois ces points clarifiés, on peut se pencher sur les problèmes spécifiques à la réalisation d'un film.

Tourner ailleurs

Il existe des productions internationales qui ont l'Afghanistan pour décor et dont le tournage a bien eu lieu sur place. Elles supposent, toutefois, un très lourd dispositif de sécurité. Par exem-

ple, *Entre deux mondes*, le film de Feo Aladag, a été tourné à l'intérieur du fort occupé par l'armée allemande. La population locale ne peut compter sur la protection de l'armée. Chacun insiste donc sur la nécessité d'une évaluation des risques. Beaucoup se décident la mort dans l'âme, mais, en fin de compte, s'il ne s'agit pas d'un projet marginal, le choix est clair : on tourne ailleurs. La cinéaste de 26 ans, Shahrbanoo Sadat, qui lutte contre l'image tronquée que le monde a de l'Afghanistan, a, elle aussi, dû se plier à cette réalité. Dans *Wolf and Sheep*, elle veut notamment montrer d'autres facettes de son

pays : celles d'une vie banale à la campagne, difficile sans doute, mais paisible. Le réalisateur Dawood Hilmandi estime que l'on peut tourner en toute sécurité hors de Kaboul, par exemple dans la région de Bāmyān, dont il est originaire. En août 2017, son premier long-métrage lui a valu l'« Open Doors Grant » à Locarno. Il y est question de la force de l'imagination.

Femmes au cœur de l'image

Shahrbanoo Sadat ne pouvait se résoudre à mettre en danger la vie des personnes engagées dans le tournage. Après de longues hésitations, elle opte pour le



2

Tadjikistan voisin. La reconstitution de sa localité natale y est si fidèle que même les paysans jouant les figurants la considèrent comme un village afghan. Ce qui frappe dans son histoire, c'est le sort des femmes – un thème récurrent dans le cinéma afghan. Plusieurs films dépeignent la façon dont elles sont traitées, le manque de respect qu'on leur témoigne et l'attitude des hommes qui les considèrent comme un bien, une marchandise.

Fillette déguisée en garçon

Le premier long-métrage après la chute des talibans en Afghanistan, tourné par Siddiq Barmak, racontait déjà l'histoire d'une petite fille que sa mère déguisait en garçon pour qu'elle ait une chance dans la société. Un portrait désolant de la situation des filles et des femmes dans ce pays traversé par l'Hindū Kush. Pour ce qui est du marketing, le producteur iranien, Mohsen Makhmalbaf, avait plus d'un tour dans son sac. Il a persuadé le réalisateur d'abandonner le titre prévu, *Sous l'arc-en-ciel*, pour *Osama*, alors que le personnage qui faisait les gros titres à l'époque n'avait aucun lien avec l'histoire.

Religion mal comprise

Mariée au fonctionnaire en charge du cinéma dans un pays considéré comme profondément corrompu, la réalisatrice Roya Sadat (*A Letter to the President*) a aujourd'hui la tâche plus facile. Elle raconte la richesse de la vie culturelle et des cinémas d'autrefois, avant ces 40 années de guerre. Elle-même a dû se contenter de la sphère privée : sous le régime des talibans, les femmes n'étaient pas autorisées à sortir. Grâce aux livres, elle commence à se documenter sur le cinéma, mais c'est seulement après 2001 qu'elle peut se

mettre à l'ouvrage. Elle demande à un caméraman de la télévision de travailler avec elle et comprend vite que des concepts comme la « plongée », appris dans les livres, étaient trop compliqués pour lui. Il lui propose de dire simplement « regard de Dieu » quand la caméra doit être pointée vers le bas : il saura alors ce qu'elle attend. Siddiq Barmak avance deux raisons pour expliquer la situation difficile dans laquelle se trouve son pays : sa position géostratégique et une religion mal comprise. La première a entraîné le ballottage du pays entre diffé-

rents protagonistes ; la seconde a conduit à une domination du religieux telle qu'on la découvre dans les histoires. On pourrait ajouter encore l'élément masculin qui marque la vie quotidienne. Les cinémas ont été détruits par les talibans ou transformés en mosquées, si bien que Kaboul ne compte aujourd'hui plus que quatre salles, dont le Pamir et l'Ariana. Le cinéma indépendant n'y a pas sa place parmi les productions Bollywood, les films d'action américains et les classiques pakistanais. D'ailleurs, ces salles sont réservées aux hommes. Les femmes



3

n'ont pas le droit d'y entrer et doivent trouver d'autres moyens pour visionner des films. Si elles ont accès à Internet, elles peuvent le faire sur des sites illégaux. Certains cinéastes indépendants téléchargent eux-mêmes leurs œuvres sur ces plates-formes pour que les copies disponibles soient au moins de bonne qualité.

« Un contexte mafieux »

Shahrbanoo Sadat, pour l'heure la réalisatrice afghane la plus reconnue, prépare actuellement son prochain long-métrage, tout en essayant de montrer son pre-

Longs chemins

En Afghanistan, pays escarpé et montagneux, les chemins ont toujours été longs. Pour le cinéma, un contexte offrant des chances réalistes semble encore lointain. Bien entendu, il existe des problèmes plus fondamentaux à régler. Dans son court-métrage *Finding Zalmay*, Sami Hasib Nabizada montre un facteur à vélo, en route vers un poste de police éloigné où il doit remettre à un homme, du nom de Zalmay, une lettre de son père. Il finit par trouver l'endroit, mais Zalmay est mort.



4

On l'a tué alors qu'il défendait une école. ■

(De l'allemand)

Walter Ruggle est journaliste et directeur de la fondation trigon-film. Celle-ci a notamment assuré la sortie de « Wolf and Sheep » en DVD et s'engage depuis 1988 en faveur du cinéma du Sud et de l'Est.

1. *Finding Zalmay* (2012) de Sami Hasib Nabizada
2. *Earth And Ashes – Khâkestar-o-khâk* (2004) de Atiq Rahimi
3. *Addicted in Afghanistan* (2009) de Jawed Taiman
4. *Wolf and Sheep* (2016) de Shahrbanoo Sadat
5. *Osama* (2003) de Siddiq Barmak
6. *A Letter to the President* (2017) de Roya Sadat



5

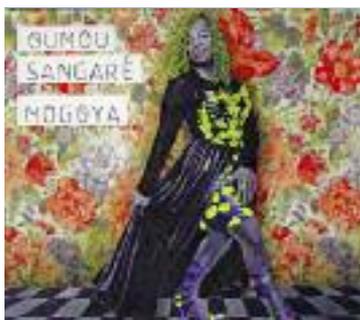
mier film à Kaboul. Elle espère trouver des salles adaptées dans des zones suffisamment sûres. Selon la jeune femme, c'est une véritable mafia qui règne sur le monde du cinéma: une quarantaine de personnes, dont tout dépend. Lorsque *Wolf and Sheep*, seule production ayant réellement une chance, a manqué sa sélection aux Oscars, la cinéaste s'est courageusement opposée au processus de sélection en vigueur à Kaboul. Dans un post sur Facebook, elle relève qu'« en Afghanistan tout dépend de la mafia, le cinéma y compris. » « Si tu n'en fais pas partie, c'est perdu d'avance. » Comme d'autres jeunes professionnels du cinéma, elle continue à compter sur des partenariats avec l'Europe.

6



Service

Musique



Un groove universel
(er) Oumou Sangaré fait l'objet d'un véritable culte dans son pays, le Mali, et en Afrique de l'Ouest. Depuis les années 90, ses chansons engagées, en faveur des droits des femmes notamment, font

figure. À presque 50 ans, la chanteuse, auteure-compositrice et ambassadrice de bonne volonté des Nations Unies présente, après une pause de huit ans, son septième album, intitulé « Mogoya ». Ce terme peut se traduire par « humanité » ou « les gens d'aujourd'hui ». D'une voix forte et claire, elle y témoigne sans complaisance de son époque et lance un vibrant appel à la tolérance, contre la terreur et le machisme. Son chant, ancré dans la tradition des chasseurs Wassoulou, est accompagné d'un n'goni (luth malien), d'un carillon tubulaire, d'un djembé, d'une guitare électrique et d'une basse, de claviers et de synthétiseurs. La batterie est assurée par Tony Allen, pionnier de l'afrobeat aux sonorités jazz-funk et ancien directeur artistique du chanteur nigérian Fela Kuti. Des producteurs européens ont soutenu la création de ce groove irrésistiblement dansant.

Oumou Sangaré : « Mogoya » (Indigo/Musikvertrieb)

Vastes horizons sonores

(er) Le groupe israélien « Lola Marsh », formé de la chanteuse Yael Shoshana Cohen et du multi-instrumentiste Gil Landau, distille, depuis 2013, un harmonieux mélange de folk, de pop et d'indie qui séduit au-delà de ses fans. À la fois interprète et compositeur, le duo déploie une musique teintée de légèreté que Yael Shoshana Cohen décrit comme dynamique, nostalgique et romantique. Associé à trois musiciens pour livrer une performance dense et savamment orchestrée, il vient de publier

son premier album. Les ballades succèdent aux textes presque chuchotés pour évoquer le jardin de roses de la maison familiale, l'amitié ou encore l'amour de la vie. De par sa voix lumineuse, chaude et légèrement voilée, la musicienne de Tel Aviv ouvre de vastes horizons sonores rappelant les vagues de la Méditerranée ou les vents brûlants du désert. La voie royale pour conquérir la scène musicale mondiale.

Lola Marsh : « Remember Roses » (Barclay/Universal Music)

À ciel ouvert

(er) La musique d'Amérique centrale était à l'honneur cette année, au Village du monde du Paléo Festival, à Nyon (VD). Le groupe jamaïcain Inna de Yard figurait parmi les invités de marque. Véritable légende du roots reggae, il compte des icônes telles que Ken Boothe ou

Cedric « Congo » Myton, mais également de remarquables jeunes talents encore inconnus en Occident. Son dernier album, exceptionnel, a été enregistré dans une acoustique à ciel ouvert : sur la terrasse d'une maison perchée sur les collines de Kingston, sans équipement numérique. Les voix masculines, saisissantes, sont chargées d'émotion, tout comme les chœurs aux couleurs gospel. Côté instruments, de solides riddims se tissent, joués par des tambours Nyabinghi, une guitare, une basse et un piano. S'y ajoutent d'épais accents au trombone et de douces mélodies à l'accordéon. Treize pistes vibrantes pour faire vivre l'âme du reggae jamaïcain, sous le signe du *Power Of Togetherness*. Inna de Yard : « The Soul of Jamaica » (Chapter Two Records/Disques Office)

Des vies en exil

Film (dg) Ali, neuf ans, son jeune frère Mohammad et leurs parents ont fui l'Afghanistan pour trouver refuge en Turquie. Parlant à peine le turc, le garçon vit son premier jour d'école, pendant que ses parents s'installent dans l'appartement sommaire qu'ils louent. Comme son oncle, sa famille prévoit de rejoindre plus tard la Bulgarie, avant de gagner l'Europe centrale. Pour subvenir aux besoins familiaux et gagner un peu d'argent en vue du voyage, les deux frères vont quotidiennement, après les cours et le repas de midi, cirer les chaussures des passants. Un jour, un autre garçon, lui aussi muni de brosse à reluire et de cirage, arrive dans leur rue. Les deux frères défendent violemment « leur » bout de trottoir. Le lendemain matin à l'école, leur victime leur est présentée comme réfugié syrien... « Angelus Novus – Voyage vers l'inconnu », court-métrage



d'Aboozar Amini, Afghanistan/NL/GB 2015, 25 min., dès douze ans; disponible en ligne auprès d'éducation 21 ou sous forme de DVD sur www.filmeine-welt.ch

Un roman autobiographique dans le Kurdistan irakien

Livres (zs) Le livre *Quand les montagnes pleurent* de Gharbi Mustafa vient de paraître en français. Ce professeur d'anglais à l'Université de Dohuk, dans le Kurdistan irakien, évoque la question kurde à travers le regard du jeune Hamko. Il dépeint le quotidien de son héros à Mossoul sous le régime de Saddam Hussein, l'endoctrinement du parti Baas dans les écoles, les crimes d'honneur, l'enrôlement forcé dans l'armée. Hamko perd peu à peu son insouciance d'enfant jusqu'à l'exode de son peuple, en 1991, dans les montagnes turques. « La frontière avait été bouclée et l'armée turque tentait de repousser les Kurdes de l'autre côté. Tout à coup, la montagne fut secouée par le tonnerre des tirs d'artillerie irakiens. (...) Nous étions pris au piège entre les deux plus puissantes armées du Moyen-Orient et il semblait n'y avoir aucune échappatoire », raconte-t-il. Une histoire qui fait étrangement écho à l'actualité.

Gharbi Mustafa : « Quand les montagnes pleurent », L'Harmattan, Paris, 2017.



Entre espoir et désespoir

(zs) De nombreux réfugiés débarquent en Europe par l'île italienne de Lampedusa, proche de la Sicile. Désespérés, ils fuient la guerre ou la faim. Après avoir survécu à un terrible voyage, ils ont grand besoin de soins et de réconfort. Pietro Bartolo, médecin, les leur apporte. Non sans peine. Effaré et désemparé face à l'ampleur de la tâche, il souffre. Dans un livre, il fait part de son sentiment d'impuissance parfois, de sa fatigue et de sa rage. «J'ai la nausée, un poids énorme sur



la poitrine. C'est trop dur. J'ai envie de hurler. On a beau s'efforcer de conserver l'armure qui nous permet de continuer, on finit inévitablement par se laisser atteindre, au plus profond de son cœur. Comme si on participait à une guerre. Une guerre que nous n'avons pas voulue mais que nous devons mener, avec des moyens déri-

soires.» Un admirable exemple de courage et d'engagement.

Pietro Bartolo et Lidia Tilotta, «Les larmes de sel: le médecin de Lampedusa», JC Lattès, Paris, 2017.

Un cours gratuit sur le climat

Divers (bf) De combien le niveau moyen de la mer est-il monté entre 1901 et 2010? Quels sont les principaux gaz à effet de serre qui contribuent au réchauffement climatique? Quelles variations de température et des précipitations sont prévues au cours du siècle? Ce sont là quelques-unes des questions abordées dans le cours gratuit et accessible à tous, intitulé «Introduction aux changements climatiques». Soutenu par le DFAE et proposé sur la plateforme multimédia des Nations Unies, il rencontre un succès croissant. Depuis son lancement voici environ trois ans, quelque 80 000 personnes l'ont déjà suivi. Le profil des participants est très varié: écoliers, enseignants, étudiants et chercheurs, responsables de la protection de l'environnement, collaborateurs d'ONG et citoyens intéressés.
www.uncelearn.org
www.interactive.eda.admin.ch/blog
(cours en ligne sur le changement climatique)

Cursus post-grade

Le Nadel (Centre pour le développement et la coopération) de

l'École polytechnique fédérale de Zurich propose, au semestre de printemps 2018, le cycle de formation continue suivant:

Migration: un défi pour la coopération internationale
(du 20 au 23 février)

M4P – Making Markets Work for the Poor
(du 26 février au 2 mars)

Climate Change and Development
(du 5 au 9 mars)

VET between Poverty Alleviation and Economic Development
(du 12 au 16 mars)

Gestion financière et viabilité économique des projets de développement
(du 19 au 23 mars)

Développement des capacités dans la coopération
(du 4 au 6 avril et le 4 mai)

Mediation Process Design: Supporting Dialog and Negotiation
(du 9 au 13 avril)

Disaster Risk Reduction
(du 17 au 20 avril)

ICT4D – concepts, strategies and good practices
(du 24 au 27 avril)

Débats stratégiques actuels dans la coopération
(du 7 au 9 mai)

Peace Promotion
(du 22 au 25 mai)

Renseignements et inscriptions:
www.nadel.ethz.ch

Coup de cœur



Un seul monde

Milo Rau est réalisateur, dramaturge et essayiste. Ses œuvres ont été présentées dans plus de 30 pays. En novembre, le Bernois a mis en scène le premier parlement mondial dans «The General Assembly».

Je voyage pour effectuer des recherches sur le terrain. Où que je travaille – au Congo, en Irak, en Russie ou en Chine –, cela ne fait aucune différence pour moi. Je ne parlerais même pas de pays différents. Nous vivons dans un seul monde. Les grandes entreprises l'ont bien compris. Mon concept de réalisme global consiste à mettre en scène la réalité complexe d'une économie mondiale dans des pièces de théâtre. Pour que nous agissions, nous nous informions et nous laissons inspirer au niveau international. Nous devons développer une sensibilité affirmant l'existence d'une seule humanité, afin que les événements sur cette Terre nous concernent tous. L'art peut être un instrument pour y parvenir. Il crée des espaces utopiques ou de nouvelles réalités. Lorsque j'allais à l'école avec des enfants en provenance du Rwanda et du Kosovo, j'ai réalisé que le monde ne s'arrêterait pas aux frontières d'un pays. Cette prise de conscience est devenue une évidence, qui m'accompagne aujourd'hui encore. Je voyage pour me forger une opinion sur place.

(Propos recueillis par Christian Zeier)

Impressum:

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur:

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction:

Manuel Sager (responsable)
George Farago (coordination globale)
Beat Felber, Barbara Hell, Isabelle Kaufmann, Marie-Noëlle Paccolat, Anja Prodöhl, Özgür Ünal

Rédaction:

Beat Felber (bf – production)
Luca Beti (lb), Jens Lundsgaard-Hansen (lh),

Zélie Schaller (zs), Christian Zeier (cz), Ernst Rieben (er)

Graphisme: Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression:

Stämpfli SA, Berne

Reproduction:

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse:

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Information DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: deza@eda.admin.ch

Tél. 058 462 44 12

Fax 058 464 90 47

www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total: 47400

Couverture: Un pont relie deux «villages» dans le camp de réfugiés d'Azraq; Christian Zeier

ISSN 1661-1675

« Si je trouvais un travail à l'extérieur,
je partirais d'ici tout de suite. »

Abu Rim, page 12

« Il faut être complètement ivre pour
supporter la vie ici. »

Ntando Moyo, page 20

« Les acteurs humanitaires doivent
être moins paternalistes et laisser les
bénéficiaires définir leurs priorités. »

Alice Golay, page 29
